



Alexandra Spieldoch

# Un dur labeur

Les conséquences de la libéralisation du commerce international d'un point de vue du genre sur notre système alimentaire, sur les marchés agricoles et sur les droits de la femme



## À propos de l'auteur :

Alexandra Spieldoch est la directrice du programme de commerce et de gouvernance mondiale au sein de l'ONG *Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)*. Trade and Global Governance travaille à la démocratisation du système multilatéral de décisions et à la promotion des fermes familiales, des communautés rurales ainsi que des écosystèmes dans le monde entier.

Ce document est issu d'une collaboration entre l'IATP et le Réseau international sur le genre et le commerce (IGTN) intitulée *Transformer les moyens d'existence des femmes par rapport à l'alimentation, l'agriculture et le commerce*. Ce projet mondial facilite la recherche et le dialogue sur les questions de la souveraineté alimentaire, du développement durable et des droits de l'homme d'un point de vue du genre.

L'auteur remercie le soutien généreux de la fondation Friedrich Ebert Stiftung pour la publication de ce document. Qui plus est, l'auteur exprime sa profonde gratitude à Sophia Murphy, Steve Suppan, Allison Page, Jacob Wascalus, Anne-Laure Constantin, Ben Lilliston, Alexandra Strickner, Corinne Rafferty, Maria Riley, Kristin Sampson, Graciela Rodriguez et à Gigi Francisco pour le temps et les compétences qu'ils ont mis à sa disposition.

*Editeur:* Friedrich-Ebert-Stiftung  
Geneva Office  
6bis, chemin du Point-du-Jour  
1202 Geneva  
Switzerland

© Friedrich-Ebert-Stiftung

*Auteur:* Alexandra Spieldoch

*Conception graphique:* Pellens Kommunikationsdesign

*Photos:* UN-Photo, ILO

The material in this publication may not be reproduced, stored or transmitted without the prior permission of the copyright holder. Short extracts may be quoted, provided the source is fully acknowledged. The views expressed in this publication are not necessarily the ones of the Friedrich-Ebert-Stiftung.

# Un dur labeur

Les conséquences de la libéralisation du commerce international d'un point de vue du genre sur notre système alimentaire, sur les marchés agricoles et sur les droits de la femme

---

## Table des matières

Fondements de ce document	4
Introduction	5
Section I. Réalisation du droit à l'alimentation, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire	8
Section II. Les femmes et l'agriculture mondiale	15
Section III. Études de cas	22
Regarder en avant	30
References	31



## Fondements de ce document

Ce document comble un vide dans la littérature concernant l'alimentation et l'agriculture d'un point de vue du genre. Il rapproche les analyses faites sur les tendances récentes en termes d'alimentation et d'agriculture d'un point de vue du genre grâce à une littérature plus vaste sur la manière dont le commerce et l'investissement ont touché la sécurité alimentaire et le développement agricole. Bien qu'il existe maintenant de nombreuses études de cas examinant combien les femmes ont été touchées par les changements du système alimentaire mondial et par les changements dans la production alimentaire locale, peu de personnes ont cherché à situer ces études de cas (et leurs résultats) dans le contexte plus global du commerce international et des règles d'investissement internationales. Ce document explorera les liens existants, en désignant les rapports ainsi que les besoins de recherches supplémentaires afin d'approfondir notre compréhension sur le fait que les femmes – qui représentent plus de la moitié de la population mondiale et qui sont, principalement responsables d'assurer la suffisance alimentaire des enfants– doivent être impliquées dans les décisions concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Ce document est fondé sur les quatre piliers suivants :

- a) Les règles concernant l'agriculture sont en train de changer.
- b) Les femmes ont des rôles traditionnels de longue date en terme d'agriculture qui ont en grande partie été ignorés, spécialement par les macroéconomistes.
- c) Les femmes ne sont pas touchées par les changements dans l'agriculture de la même manière que les hommes. Il est nécessaire que les impacts sur les moyens d'existence des femmes, qui ont des rôles traditionnels différents, soient compris.
- d) Les décisions prises sans considération du genre ont creusé les inégalités traditionnelles et en ont créé de nouvelles.

## Introduction

Il y a pléthore d'études mettant l'accent sur des éléments particuliers de la production alimentaire et agricole, et sur les effets du commerce et de l'investissement sur la sécurité et le développement alimentaires. Il existe également des études qui examinent les secteurs spécifiques dans lesquels les femmes sont concentrées au niveau de la production ou de la transformation alimentaire, et/ou dans lesquels, elles sont touchées par les changements du système alimentaire mondial. Mais il existe étonnamment peu d'analyses qui relient ces éléments d'un point de vue du genre. Dans le contexte du mouvement grandissant visant à restituer les politiques économiques dans un contexte plus large de développement et des droits de l'homme, le problème du genre est soit abordé de manière insatisfaisante soit, pire encore, complètement oublié. Ceci est tout aussi valable pour les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et du commerce que pour d'autres secteurs de l'économie.

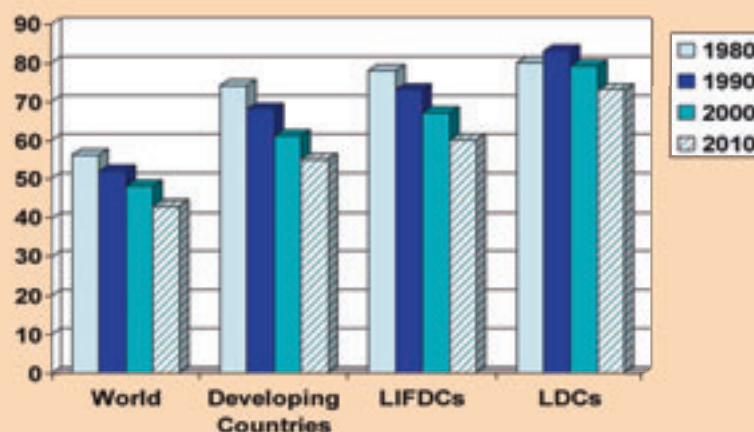
Une analyse menée d'un point de vue du genre ne s'intéresse pas seulement aux femmes mais également aux structures sociales, culturelles, économiques et politiques qui sont formées au travers des différents rôles joués par les femmes et les hommes dans la famille et dans la

communauté. Il existe par exemple de grandes différences entre les femmes et les hommes par rapport à leur qualité de vie, la quantité, le type et la reconnaissance du travail qu'elles font, en termes de santé, de niveau d'alphabétisation ainsi que par rapport à leurs situations économiques, politiques et sociales.

Ainsi, les femmes sont trop souvent marginalisées dans leur famille et dans leur communauté, et souffrent d'accéder moins facilement aux crédits, aux terres, à l'éducation, aux décisions et aux droits concernant le travail. Il n'est, par conséquent, pas étonnant que les femmes représentent, au niveau mondial, la majorité des pauvres dans les secteurs ruraux et urbains ainsi que la majorité de ceux situés dans le secteur informel. C'est pour cette raison que ce document porte un accent particulier à analyser les expériences des femmes.

La marginalisation des femmes dans la recherche et dans la politique est en réel contraste avec la place qu'elles occupent au niveau de l'alimentation et de l'agriculture où, aujourd'hui, l'on assiste à la « féminisation de l'agriculture ». Dans le domaine de la production agricole, le rôle des hommes est sur le déclin alors que celui des femmes a soit légèrement baissé, soit est resté

Percentage of economically active women working in agriculture, 1980–2010 (*projected*)



Note: For a definition of low-income food deficit countries (LIFDCs), see <http://www.fao.org/FOCUS/E/SpeclPr/LIFDCs.htm>

stable ou a augmenté. Tout au long des années 1990, la proportion des femmes actives dans le secteur agricole était de plus de 60 pour cent dans les pays en développement et de près de 80 pour cent dans les pays les moins avancés (PMA). Même si la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) prévoit que le nombre total de femmes travaillant dans l'agriculture déclinera d'ici 2010, elle prédit également que la participation des femmes dans les PMA restera de plus de 70 pour cent.

Les femmes sont responsables de plus de la moitié de la production alimentaire mondiale. Dans les pays en développement, les femmes du milieu rural produisent entre 60 et 80 pour cent de l'alimentation et sont également les principales productrices des cultures de base mondiales (comme le riz, le blé et le maïs), qui procurent plus de 90 pour cent des besoins des pauvres des régions rurales.<sup>1</sup> Les femmes sont même dominantes dans la production de légumineuses et de légumes sur de petites parcelles de terre, elles élèvent également de la volaille et de petits animaux et se chargent de la plupart du travail pour les activités d'après moisson tels que le stockage, le traitement et la transformation des céréales.<sup>2</sup> La FAO affiche des chiffres indiquant que les femmes se chargent de 90 pour cent du travail dans la culture du riz en Asie du Sud-Est et produisent 80 pour cent des denrées alimentaires de base pour la consommation des ménages et pour la vente en Afrique subsaharienne.<sup>3</sup>

Le rôle des femmes dans l'agriculture n'est pas limité à des parcelles de subsistance. Il existe 450 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans l'agriculture dans le monde entier et qui ne possèdent ou ne louent pas les terres sur lesquelles ils travaillent (les outils et l'équipement qu'ils utilisent inclus). Ces travailleurs forment plus de 40 pour cent de la main-d'œuvre agricole du monde entier et, avec leur famille, ils font partie du noyau rural pauvre de beaucoup de pays. Le nombre d'ouvrières salariées agricoles

est en hausse, ces dernières représentent actuellement 20 à 30 pour cent de la main-d'œuvre salariée. Les nouveaux emplois qui leur sont accessibles se situent essentiellement dans une agriculture orientée vers l'exportation telle que les fleurs coupées, la culture et le conditionnement des légumes (exportations de produits agricoles non traditionnels, NTAEs). Ces emplois sont souvent temporaires ou saisonniers, peu rémunérés avec des salaires bien au-dessous de ceux touchés par les ouvriers de l'industrie. Les enfants font souvent partie de la main-d'œuvre agricole salariée ; 70 pour cent de tous les enfants qui travaillent sont employés dans le secteur agricole. Les travailleurs agricoles vivent souvent en dessous du seuil de pauvreté et font souvent partie du noyau des ruraux pauvres dans beaucoup de régions du monde.<sup>4</sup>

Un nombre grandissant de femmes travaille dans le secteur agricole informel, effectuant essentiellement des travaux ménagers à des tarifs irréguliers ou travaillant comme vendeuses ambulantes sur des marchés alimentaires locaux. La Commission de l'Economie Informelle du Bureau International du Travail (BIT) argumente par le fait que l'échec des politiques de macroéconomie, la distribution inégale des bénéfices issus de la mondialisation ainsi que la féminisation de la pauvreté, ont contribué à l'augmentation du travail des femmes dans le secteur informel.<sup>5</sup>

Pour toutes ces raisons, les femmes sont directement touchées par l'échec des gouvernements en terme de droit à l'alimentation et sont trop souvent touchées d'une manière négative par les changements de politique macro-économique. Afin de changer cette situation, les femmes doivent être plus impliquées dans le processus décisionnel.

Ce document est divisé en trois parties. La première, « *Réalisation du droit à l'alimentation, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire* », procure des informations sur l'état actuel de l'insécurité alimentaire dans le monde et souligne

1 Nations Unies, FAO. Site fiche individuelle : *Gender and Food Security: Agriculture*. Consulté le 28 octobre 2006. <[www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm](http://www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm)>.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 FAO/BIT/UITA. *Travailleurs agricoles et leur contribution à l'agriculture et au développement rural durables*. Octobre 2005.

5 BIT. *Rapport de la commission de l'économie informelle*. À titre provisionnel, 90e session. Genève 2002.

l'importance de l'approvisionnement, de l'accès, de la distribution et des stratégies de développement national comme faisant partie du cadre des droits de l'homme. La seconde partie, « *Les femmes et l'agriculture mondiale* », met en valeur les tendances mondiales par rapport à la dérégulation, à la concentration du marché et au commerce agricole, et procure des analyses préliminaires sur les genres par rapport à ces thèmes. La troisième et dernière partie, « *Études de cas* », fournit des

exemples de femmes travaillant dans l'agriculture dans les pays en développement, et examine la manière dont elles sont touchées par les changements de la politique de commerce et d'investissement tout en soulignant l'importance de l'analyse d'un point de vue du genre. Ces études de cas portent sur le riz, le maïs, les fleurs coupées et la volaille. Ce document conclut avec quelques brèves réflexions et suggestions en termes de possibilités de recherche à venir.

## Section I.

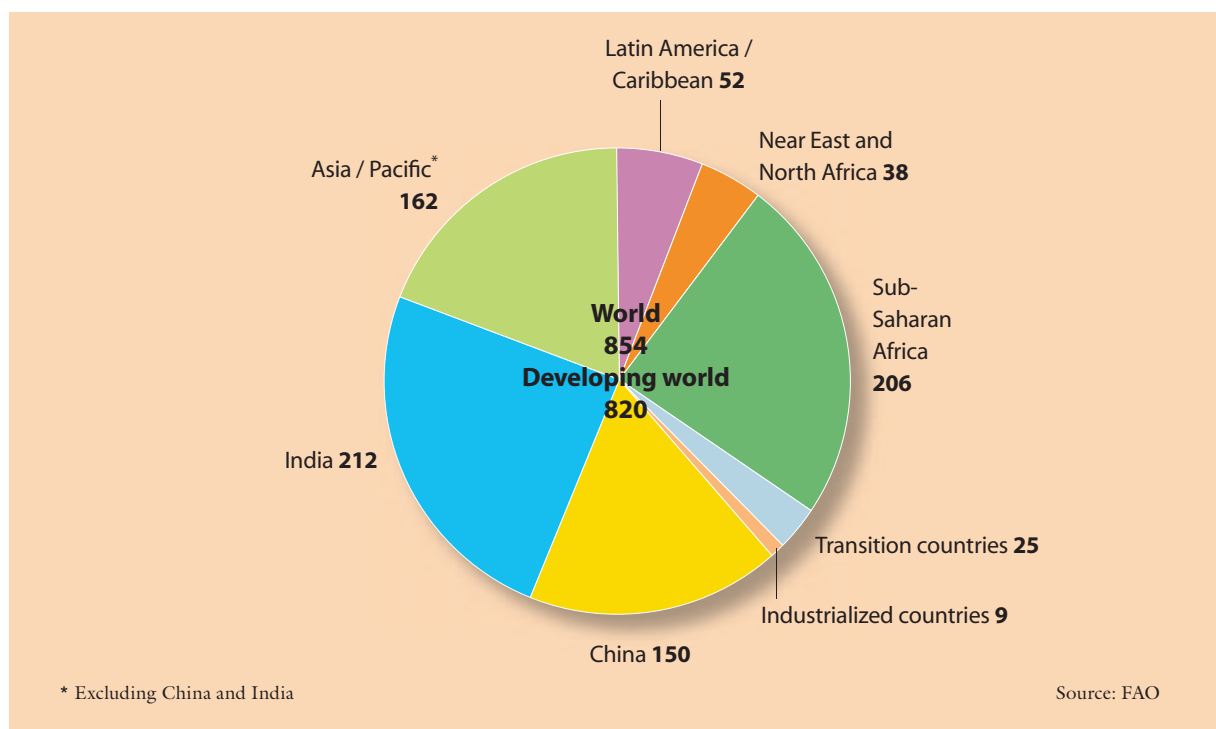
# Réalisation du droit à l'alimentation, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire

### L'état actuel de l'insécurité alimentaire dans le monde

Lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, les gouvernements ont défini la sécurité alimentaire comme étant « l'accès, par tous et à tout moment, à une nourriture suffisante, adéquate sur le plan nutritionnel, et saine (qualité, quantité et variété) pour une vie saine et active et qui est acceptable au sein d'une culture donnée. »<sup>6</sup> Selon le rapport 2006 sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* de la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, au lieu de décroître, augmente à un taux de 4 millions par an. Pour la période 2001-2003,

la FAO a estimé que 854 millions de personnes souffraient de sous-alimentation dans le monde : 820 millions dans les pays en développement, 25 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays industrialisés. Ceci contraste avec les réductions à grande échelle de la sous-alimentation des années 70 et 80 et représente une augmentation de 23 millions depuis 1996.<sup>7</sup>

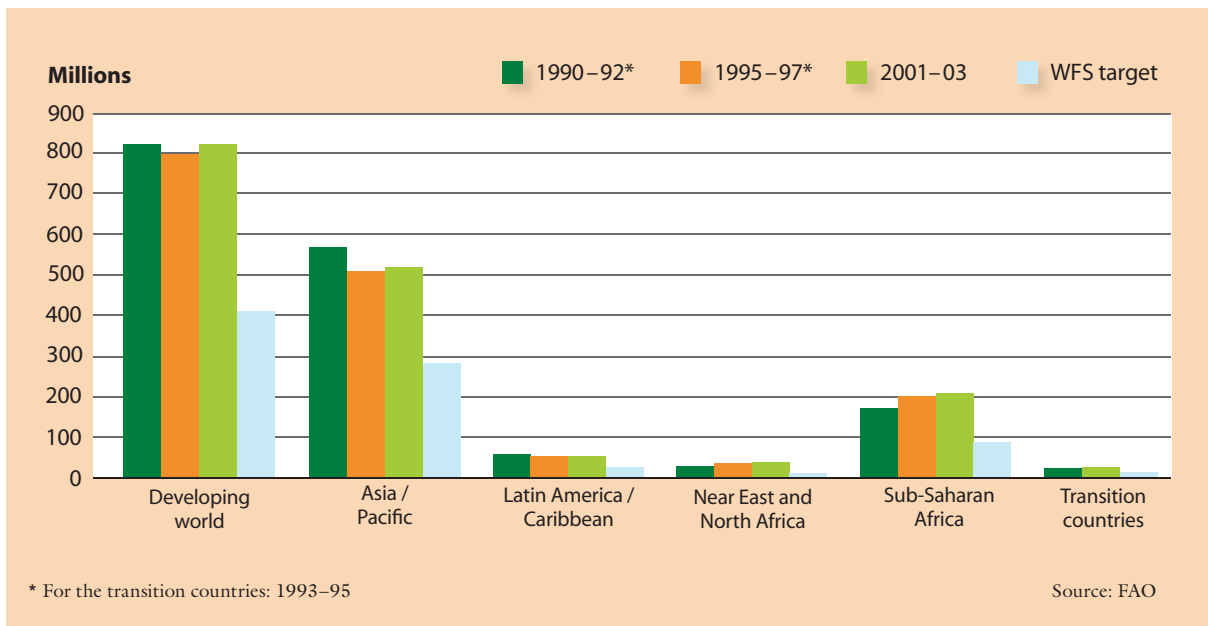
Ce nombre de 854 millions de personnes souffrant de sous-alimentation est loin des objectifs posés au Sommet mondial sur l'alimentation visant à réduire de moitié la faim d'ici 2015. Le graphique ci-dessous, également issu du rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde de la FAO pour 2006, souligne le problème.



6 L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Éléments pour une inclusion possible dans un avant-projet de la Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale et du Plan d'action. Rome : Nations Unies, 1995.

7 Nations Unies, FAO. *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome : Nations Unies, 2006.





Cette augmentation de la faim ainsi que d'autres tendances instables ayant rapport à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence sont alarmantes. L'insécurité alimentaire touche plus les femmes que les hommes.<sup>8</sup> Les inégalités entre les sexes, qui empêchent les femmes d'avoir accès à l'emploi, à l'éducation et aux décisions, les empêchent également d'avoir accès à la sécurité alimentaire pour elles et leurs enfants. Selon l'Unicef, un quart des enfants âgés de moins de cinq ans sur la planète est sous-alimenté, ce qui fait un total de 146 millions d'enfants. Dans des pays plus pauvres tels que le Bangladesh et le Népal, ce pourcentage atteint même les 50 pour cent. Plus de 15 pour cent des enfants qui naissent (environ 20 millions par an) ont un poids insuffisant à la naissance. Ceci est en grande partie dû au fait que leurs mères étaient sous-alimentées pendant la grossesse.<sup>9</sup>

### Le droit à l'alimentation

Le programme actuel de libéralisation économique soutient une concentration des marchés, encourage l'injustice et diminue le droit à l'alimen-

tation. Qui plus est, le fait que les règles commerciales et les objectifs concernant les droits de l'homme aient tendance à avoir été abordés séparément lors des prises de décisions représente un sérieux problème dans l'amélioration de la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le droit à l'alimentation, qui fait partie du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels de l'ONU,<sup>10</sup> a été ratifié en 1948. Jusqu'à présent, des instruments précis de mise en application manquent, cela représentant un défi pour les activistes des droits de l'homme.

Selon le Secrétaire général de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, (A/55/342 rapport à l'Assemblée générale) « Une libéralisation juste et équitable du commerce découlant d'une prise en considération des droits de l'homme dans les règles de l'OMC ne peut que représenter une étape importante sur la voie de l'instauration d'un ordre international et social juste, à défaut duquel les inégalités existantes risquent de se perpétuer voire de s'accroître ». Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a également écrit que les pays sont responsables pour : a) le respect du droit à l'alimentation dans d'autres pays, et b) faciliter

8 Nations Unies, FAO. *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Nations Unies, 2005.

9 Rapport de Social Watch. *Impossible Architecture: Why the Financial Structure is Not Working for the Poor and How to Redesign it for Equity and Development*. 2006.

10 Nations Unies, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966. Consulté le 15 novembre 2006 <[http://www.unhcr.ch/html/menu3/b/a\\_cescr.htm](http://www.unhcr.ch/html/menu3/b/a_cescr.htm)>.

l'accès à l'alimentation et procurer une aide alimentaire où besoin est (ceci inclut de procurer une aide alimentaire de manière à ce que les producteurs et les marchés locaux n'en soient pas touchés).<sup>11</sup> La Commission des droits de l'homme considère le lien entre la pauvreté et la faim comme particulièrement problématique pour les régions rurales et conseille aux États de mener une politique basée sur les besoins d'une sécurité alimentaire, sur la gestion durable des ressources naturelles, sur la sécurité des produits alimentaires, sur la réduction de la faim et de la pauvreté, sur le renforcement des institutions et sur la réforme des terres.<sup>12</sup>

La recherche sur les moyens de renforcer la définition et la mise en application du droit à l'alimentation d'une manière appropriée par rapport au genre est grandement nécessaire. La *Plate-forme d'action de Pékin (BPfA)*, signée en 1995 par tous les États membres de l'ONU, reconnaît que les femmes doivent participer « au processus de développement en tant qu'agent et bénéficiaire ». Dans la BPfA, les gouvernements s'accordent à assurer que le commerce mondial n'aura pas d'impact défavorable sur les activités économiques des femmes (nouvelles comme traditionnelles) ; que des études sur les politiques économiques vont être menées en prenant en compte la notion de genre pour assurer une égalité des chances aux femmes ; que des réformes législatives pour permettre aux femmes d'accéder équitablement aux ressources économiques (la propriété, le crédit et les nouvelles technologies inclus) vont être mises en place ; que le travail non rémunéré dans les fermes familiales va être quantifié ; que le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et en tant que productrices va être reconnu et renforcé ; et que les femmes indigènes et les savoirs traditionnels vont être soutenus.<sup>13</sup> Dans la *Convention de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

(CEDAW), qui a été adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en 1979 et qui est considérée comme étant un projet de loi mondial sur les Droits de l'Homme pour la femme, les gouvernements ont également accepté de prêter une attention particulière aux besoins des femmes en milieu rural, d'éliminer la discrimination dans les régions rurales et de procurer aux femmes un accès à la santé, à la sécurité sociale, à la formation et à l'éducation, aux emprunts, à la technologie, à l'eau, à des conditions de vie adéquates, aux installations sanitaires, au logement, à l'approvisionnement et aux transports.<sup>14</sup> Malheureusement, les gouvernements n'ont pas accompli beaucoup de ces démarches conseillées afin d'assurer le droit à l'alimentation relatif au genre et pour mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes, particulièrement dans le domaine de l'agriculture. Ce manque de rapport entre les décisions macro-économiques et les droits de la femme continue de menacer l'accès des peuples au droit à l'alimentation.

### Sécurité alimentaire

La littérature en matière de sécurité alimentaire identifie généralement trois éléments nécessaires : l'approvisionnement, la distribution et l'accès. L'approvisionnement des aliments est crucial mais non suffisant pour atteindre une sécurité alimentaire. L'origine de la nourriture est importante, tout comme le fait que celle-ci soit disponible sur le marché et si elle augmente ou supprime la production locale. Par exemple, l'augmentation de l'approvisionnement en alimentation grâce à des importations alimentaires qui soutiennent la production domestique et qui consolident les chaînes alimentaires existant déjà renforcera la sécurité alimentaire. À l'inverse, les importations peuvent diminuer la production

11 Commission des droits de l'homme. *Mondialisation et son impact sur la pleine jouissance des droits de l'homme*. Rapport du Haut-commissaire aux droits de l'homme soumis à un accord avec la Résolution de Commission des droits de l'homme, 2001/32.

12 Commission des droits de l'homme. *Directives volontaires de soutien à la réalisation progressive du droit à une nourriture adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire*. 61e session. Article 10 de l'ordre du jour provisoire. E/CN.4/2005/131. 28 février 2005.

13 Nations Unies, Division pour la promotion des femmes (DAW). *Quatrième conférence mondiale sur les femmes : Plate-forme d'action de Pékin*. Section des femmes et de la pauvreté, 1995.

14 Nations Unies, Convention de l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), 1979. Consulté le 25 octobre 2006 <<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm>>.

alimentaire locale si celles-ci arrivent pendant la période des moissons ou si elles créent une demande pour des produits moins chers, même s'ils sont de qualité inférieure. Ainsi, les importations par le Mexique du maïs jaune issu des États-Unis ont diminué la demande du maïs blanc mexicain, bien que le maïs blanc soit de qualité supérieure en termes nutritionnels. De manière identique, l'importation du riz thaïlandais par l'Afrique de l'Ouest a affaibli la production locale de riz ainsi que diminué la demande d'aliments traditionnels de base tel que le manioc. Ceci à son tour, diminue les revenus des agriculteurs et de leurs employés, et il a été montré que la pauvreté a augmenté dans les régions touchées.

Dans la région de distribution, la quantité de tel ou tel type d'aliment que les agriculteurs pourront vendre dépend de l'accès que ces derniers ont aux marchés. Ceci inclut leur capacité à satisfaire aux standards exigés par l'exportation ou par les chaînes de supermarché nationales et leurs moyens de stocker, de transformer et de transporter les aliments au-delà du marché local. La distribution est également contrôlée par la demande – les agriculteurs qui ont accès aux marchés urbains sont en général considérablement avantagés par rapport à ceux qui produisent dans des régions isolées où le consommateur de base local est probablement pauvre et où, pour atteindre un marché plus riche, une infrastructure pauvre et des moyens de transport limités peuvent se révéler être une barrière insurmontable. Pour finir, l'accès à l'alimentation dépend souvent de déterminants sociaux, dynamiques politiques, pauvreté et statut social inclus ; ces derniers éléments étant interconnectés.<sup>15</sup>

Le fait d'assurer qu'une alimentation sûre et saine soit accessible aux femmes et aux enfants est une condition préalable pour atteindre une sécurité alimentaire et pour améliorer globalement les moyens d'existences. Il faut alors que les gouvernements mettent en place les infrastructures nécessaires à l'approvisionnement et à la distribution des aliments, même dans les régions isolées ; marchés locaux, programmes

menés par l'État pour réglementer les standards alimentaires, réserves nationales alimentaires comptent ainsi parmi les instruments possibles.

L'eau est également cruciale dans l'approvisionnement d'une alimentation sûre et saine. L'agriculture irriguée représente environ 70 pour cent du total des eaux utilisées dans le monde ; dans beaucoup des pays aux bas revenus, l'agriculture représente 90 pour cent de l'utilisation d'eau. Il a été évalué que la production agricole doit augmenter de manière significative afin de satisfaire aux besoins en aliments, en fibres et en carburant des populations mondiales croissantes et que la demande mondiale en eau doublera d'ici 2050. En même temps, l'eau disponible pour l'agriculture est en baisse en raison d'une disponibilité réduite d'eau de bonne qualité et d'une compétition plus forte pour une eau qui est disponible.<sup>16</sup> Traditionnellement, dans le secteur rural, ce sont les femmes qui ont pour charge l'approvisionnement en eau et en aliments. La recherche est nécessaire pour comprendre comment les changements dans l'agriculture toucheront la disponibilité en eau et l'approvisionnement alimentaire et cela en prenant en considération la notion de genre.

Un autre défi important pour les gouvernements qui cherchent à atteindre une sécurité alimentaire, est d'assurer aux femmes productrices l'accès à la technologie, aux terres et au crédit. Au Niger, par exemple, 97 pour cent des femmes en zone rurale travaillent dans l'agriculture mais ont peu accès à l'économie et au pouvoir. Elles sont concentrées dans l'agriculture de subsistance (essentiellement la production du millet) et sont largement exclues de la production des cultures commercialisables pour l'exportation (telle que l'oignon ou le dolique) en raison de contraintes relatives au genre qui sont l'accès au crédit, à la technologie, à l'extension des services, aux transports et aux marchés.<sup>17</sup>

Les femmes qui travaillent dans l'agriculture dans les pays en développement font également face à de vrais défis en raison du déclenchement de l'épidémie du SIDA. Quatre-vingt-cinq pour

15 Murphy, Sophia. *Securing Enough to Eat*. Institut international du développement durable (IIDD): janvier 2005.

16 Issu d'une conversation avec le spécialiste des eaux mondiales Shiney Varghese. IATP, 22 août 2006.

17 3D – Commerce, droits de l'homme, économie équitable. *Niger : La libéralisation du commerce agricole et les droits des femmes*. 3D, août 2006.

cent des personnes vivant avec le VIH et décédant du SIDA se trouvent dans les pays en développement. Il s'agit dans la plus grande majorité des cas de ruraux pauvres à la fleur de l'âge (entre 15 et 49 ans) et les femmes sont encore plus touchées que les hommes.<sup>18</sup> En Afrique, par exemple, 13 femmes sont contaminées pour 10 hommes infectés. En Afrique subsaharienne, le SIDA appauvrit la région par rapport au nombre de ses producteurs d'aliments et de ses agriculteurs. Les femmes ont un fardeau particulier : comme ce sont elles qui s'occupent du ménage, elles ont la responsabilité de prendre soin des membres malades de la famille. Le nombre d'enfants dirigeant les ménages est également croissant. La communauté rurale porte un poids considérable sur ses épaules, puisque ceux qui contractent le virus dans les régions urbaines ont tendance à revenir vivre dans leur village lorsqu'ils sont malades pour se faire soignés par leur famille.<sup>19</sup>

Le SIDA/VIH crée donc un stress considérable pour les familles, pour la production alimentaire, l'emploi et l'accès à la nourriture. Le manque de soins adéquats pour traiter cette maladie ou d'autres, accompagné de réductions des programmes de vulgarisation rurale qui assuraient les soins médicaux auparavant dans les régions rurales, a augmenté la charge de travail pour les femmes et menacent ainsi la sécurité alimentaire.

L'augmentation des ménages dirigés par des femmes est un autre défi parmi ceux touchant la production et l'approvisionnement alimentaires. Par exemple, environ un tiers de tous les ménages ruraux de l'Afrique subsaharienne sont dirigés par des femmes. Puisque la moyenne des ménages dirigés par des femmes possède moins de terres et de capitaux que ceux dirigés par des hommes, l'augmentation des ménages dirigés par des femmes correspond à la croissance de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition d'une manière plus générale.<sup>20</sup>

Les femmes indigènes font face à des défis particuliers car elles représentent les secteurs les plus opprimés et les plus appauvris de la société. En tant que gardiennes des savoirs traditionnels, les femmes indigènes ont une relation critique avec les ressources naturelles, la terre, l'eau et la sécurité alimentaire. Elles font face à des désavantages particuliers en tant que groupe exclu des idées et des politiques engendrées sous des modèles de croissance économique dominants.<sup>21</sup>

### Exigence d'une souveraineté alimentaire

Beaucoup d'ONG, de réseaux, de mouvements sociaux et même de gouvernements (notamment le Brésil) affirment qu'il y a un besoin urgent de renforcer les définitions déjà existantes de la sécurité alimentaire ainsi qu'un besoin de soutenir la souveraineté alimentaire.<sup>22</sup> Le concept de la sécurité alimentaire ne défie pas les effets négatifs que les politiques de commerce et d'investissement ont actuellement sur la sécurité alimentaire et sur les communautés rurales. Dans le fond, la sécurité alimentaire est appliquée comme un standard technique (combien de calories par ménage ou par personne dans une certaine région) qui ne tient pas compte des politiques de production, de distribution alimentaire et d'accès aux aliments. Grand nombre de défenseurs de la sécurité alimentaire maintiennent une position neutre par rapport à la question de savoir quel cadre économique global peut soutenir le mieux le droit à la nourriture. Les défenseurs de la souveraineté alimentaire, pour leur part, pensent que l'accent politique mis sur les marchés libres et déréglementés, tout comme sur les règles commerciales dites de « taille unique » diminue les moyens d'existence des agriculteurs et donc la sécurité alimentaire locale. Ils perçoivent en même temps les règles existantes comme renforçant le contrôle déjà dominant des entreprises de l'alimentation.

18 FAO/BIT/UITA. *Travailleurs agricoles et leur contribution à l'agriculture et au développement rural durables*. Octobre 2005.

19 *Ibid.*

20 Nations Unies, FAO. *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome : Nations Unies, 2006.

21 Tamang, Stella. *Indigenous Women, Ten Years After Beijing and Challenges*. Discours tenu au South Asia Women's Indigenous Forum, 2005.

22 Réseau international genre et commerce et l'Institut de la politique agricole et commerciale soutiennent le concept de la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire fournit un cadre aux activistes, leur permettant de mettre en valeur la lutte politique essentielle dans la détermination d'un système alimentaire plus juste et plus durable. La souveraineté alimentaire fut introduite au système multilatéral en 1996 lors des préparations du Sommet mondial de l'alimentation, où les délégués revendiquèrent les droits des États à déterminer leurs politiques alimentaires et agricoles au niveau national comme

faisant partie d'un processus participatif et démocratique incluant le droit de garder les priorités de développement nationales, même si celles-ci nécessitent de soi-disant « obstacles au commerce. »

Le Mouvement International Paysan appelé La Via Campesina a élaboré un concept de souveraineté alimentaire en 2003<sup>23</sup>, le texte suivant en ressort :

*La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers. La souveraineté alimentaire inclut :*

- *La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.*
- *Le droit des paysan(ne)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer incluant par qui et comment cela a été produit.*
- *Le droit des États à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix*
- *Des prix agricoles liés aux coûts de production : chose possible à condition que les États ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.*
- *La participation des populations aux choix de politique agricole.*
- *La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.*

La notion de souveraineté alimentaire convient bien au programme féministe. Elle ne cherche pas simplement à protéger les droits des États à concevoir et à réaliser des politiques comme faisant partie d'un cadre alternatif de gouvernement, mais soutient également le développement durable et les objectifs des droits de l'homme, le soutien explicite des droits de la femme inclus.

La souveraineté alimentaire reconnaît les femmes dans le système alimentaire comme des mandataires et des actrices et pas seulement comme des consommatrices. La notion de souveraineté alimentaire réaffirme également l'importance d'une reproduction sociale et du développement social comme des éléments centraux du développement rural et de l'emploi en milieu rural.<sup>24</sup>

<sup>23</sup> La Via Campesina. *La Via Campesina sur la souveraineté alimentaire*. 2003. Consulté en novembre 2006. <[www.dakardeclaration.org](http://www.dakardeclaration.org)>.

<sup>24</sup> Réseau international genre et commerce (IGTN). *IGTN at Cancun: Advocacy Document for the WTO Fifth Ministerial*. Août 2003. Consulté le 28 octobre 2006 <<http://www.igtan.org/page/386/1>>.





De la même manière que les définitions relatives au genre comprennent les constructions de pouvoir social, économique et politique, la souveraineté alimentaire affirme que la libéralisation agricole est une construction de pouvoir définie par les circonstances sociales, économiques et politiques qui vont à l'encontre des objectifs

des droits de l'homme. Ainsi, le terme de souveraineté alimentaire résonne au sein du mouvement féministe. Le concept est basé sur une analyse politique à partir de laquelle il est possible de défier les structures de pouvoir qui entravent la réalisation du droit à l'alimentation.

## Section II.

# Les femmes et l'agriculture mondiale

L'évolution vers la privatisation, la dérégulation et vers un commerce plus libre survenue au cours des années a abouti à une surproduction de produits, à l'émergence de prix de produits souvent écrasants et volatils et a contribué à une nette augmentation dans la concentration du marché des intrants agricoles (semences, engrais, équipement agricole, etc.), de la transformation, de la distribution et de la vente au détail des produits alimentaires. Dans de nombreuses régions du monde, la possession des terres est de plus en plus concentrée. Dans le « Nord mondial », la tendance est à la fois à l'exploitation de plus petites fermes (normalement fermes de loisirs dont les propriétaires bénéficient de revenus non agricoles) et de plus grandes fermes qui concentrent quasiment toute la production alimentaire. Les fermes familiales autogérées sont appelées, pour emprunter une expression, « le milieu disparaissant ». La plupart de la nourriture dans le Nord mondial est produite dans de plus en plus grandes fermes. Les agriculteurs pauvres et les agriculteurs de subsistance dans de nombreuses régions du Sud mondial sont en train de perdre leurs terres ou de les abandonner pour partir en ville à la recherche de nouveaux revenus, créant ainsi des retombées négatives sur la sécurité alimentaire locale, le développement rural, l'environnement et sur les moyens d'existence de la population.

La **dérégulation**, utilisée comme moyen d'ouvrir de nouveaux marchés, a occasionné de sérieuses conséquences sur les agriculteurs, en particulier dans les pays en développement. La modification (ou plus couramment la suppression) de programmes tels que les commissions de produits agricoles, les restrictions quantitatives à l'importation, l'impôt à l'exportation, les politiques de stabilisation des prix, les primes à

la production (ou restrictions), les subventions à la production ou le contrôle du capital, est responsable du changement opéré sur les conditions de marché pour les agriculteurs du monde entier.<sup>25</sup> Le blocage au niveau des formules de réduction tarifaire a réduit la disponibilité des fonds pour l'investissement agricole et des prestations de services relatives à l'agriculture. Bien qu'exposés aux abus, les tarifs douaniers offrent aux gouvernements un moyen de protéger leur industrie agricole des oscillations et des hausses brusques des prix à l'importation. Leur suppression prive les pays d'une protection et augmente leur vulnérabilité envers les changements des prix mondiaux. Les baisses de tarifs douaniers réduisent également d'importants revenus qui auraient pu être utilisés pour l'approvisionnement en services de base.<sup>26</sup> En dérégulant dans l'optique de soutenir un commerce accru, les grandes sociétés ont pu fixer des prix et des standards pour une production économique qui freine, sinon annule les initiatives à l'égard des agriculteurs telles que le soutien interne, les coopératives et les entreprises d'état mandatées publiquement. Les décideurs ont attendu d'une concurrence accrue qu'elle offre aux agriculteurs de nouvelles opportunités, mais la réalité a été bien plus compliquée, en particulier pour les agriculteurs aux ressources insuffisantes et les agriculteurs de subsistance.

Les agriculteurs du Sud mondial sont défavorisés dans le système alimentaire, et cela en raison de multiples facteurs. Premièrement, ils manquent de capital, ce qui réduit d'une part la superficie de leurs propres terres et d'autre part la capacité à entreposer les aliments. En raison des coûts que représentent l'entreposage de la production récoltée et le transport vers des

25 Murphy, Sophia. *Concentrated Market Power and Agricultural Trade*. EcoFair Trade Dialogue Discussion Paper. No. 1, août 2006/version anglaise.

26 3D – Commerce, droits de l'homme, économie équitable. *Niger : La libéralisation du commerce agricole et les droits des femmes*. 3D, août 2006.

marchés éloignés, les agriculteurs finissent par vendre leur récolte exclusivement aux marchés locaux et ceci à des prix inférieurs au prix de revient.<sup>27</sup> Les communautés d'agriculteurs et de paysans ont de plus en plus de mal à posséder, à échanger et à produire de nouvelles variétés de semences en raison d'un brevetage incontrôlé, d'un manque de divulgation de l'origine du savoir traditionnel, de la biopiraterie d'espèces traditionnelles et de standards rigoureux en terme de pureté des semences. Monsanto possède par exemple plus de 90 pour cent de toutes les cultures génétiquement modifiées au monde.

La dérégulation a ouvert la voie à un système alimentaire mondial de plus en plus consolidé, laissant les agriculteurs dans une position désavantagée dans les négociations qui s'effectuent avec des sociétés de plus en plus grandes, que se soit pour l'acquisition d'intrants agricoles ou pour la vente de leur production.<sup>28</sup> L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) classe le système agroalimentaire mondialisé émergent en quatre groupes : sociétés fournissant des intrants agricoles, commerçants agroalimentaires et entreprises de transformation des produits alimentaires, détaillants alimentaires et fermes.<sup>29</sup> Le déséquilibre des hausses du marché est considérable.

- Les sociétés fournissant des intrants agricoles telles que Syngenta, Bayer, BASF, Monsanto et Dupont représentent 37 milliards de dollars dans le système agroalimentaire mondial.
- Les commerçants agroalimentaires et les entreprises de transformation de produits alimentaires, comprenant les plus grandes sociétés telles que Nestlé, Cargill, Unilever, ADM et Kraft Foods, représentent 363 milliards de dollars du marché de l'alimentaire. Les détail-

lants alimentaires, y compris Wal-Mart, Carrefour, Royal Ahold, Metro AG et Tesco, affichent un chiffre d'affaires de 777 milliards de dollars.

- 450 millions de fermes fournissent une valeur ajoutée des cultures agricoles équivalant à 1,315 milliards de dollars du marché mondial. Parmi ces fermes, seulement cinq pour cent possèdent une superficie égale à 100 hectares ou plus. Quatre-vingt pour cent des fermes disposent de petites parcelles d'une superficie qui ne dépasse pas plus de deux hectares<sup>30</sup> pour les plantations. Les règles actuelles établissent une discrimination à l'égard de ces petits exploitants, laissant les agriculteurs avec beaucoup moins qu'une partie équitable de leur rendement agricole.

Les trente plus grandes chaînes de supermarché représentent un tiers des ventes alimentaires mondiales.<sup>31</sup> Ces chaînes mondiales d'approvisionnement alimentaire exercent de nouvelles pressions sur les exportations à main-d'œuvre importante venant de régions où le coût de la vie est bas, le résultat étant une hausse spectaculaire du nombre de producteurs se faisant concurrence pour vendre aux plus grands détaillants et aux marques déposées.<sup>32</sup> Les producteurs et les ouvriers sont poussés de manière négative à satisfaire les tendances mondiales du consommateur, établies par les détaillants eux-mêmes. Voir graphique ci-dessous :<sup>33</sup>

Les femmes sont soumises à des contraintes particulières suite à une dérégulation et à une concentration du marché dans l'alimentaire et l'agriculture. Elles ont toujours plus de difficultés que les hommes à obtenir de bonnes parcelles, des crédits,<sup>34</sup> une formation et un accès aux marchés.<sup>35</sup> Elles n'ont pas accès à l'équipement né-

27 Murphy, Sophia. *Concentrated Market Power and Agricultural Trade*. EcoFair Trade Dialogue Discussion Paper. No. 1, août 2006/version anglaise.

28 Monsanto contrôle 41% du marché mondial de la commercialisation des semences de maïs et 25% du marché du soja... Cargill exporte à lui seul 42 % du maïs qui quitte les côtes américaines (et les États-Unis approvisionnent quelques deux tiers du marché mondial). Cargill fait partie des trois plus grands producteurs de bœuf aux États-Unis et joue un rôle important dans la production de volaille. (Voir Murphy, Sophia. *Concentrated Market Power and Agricultural Trade*. EcoFair Trade Dialogue Discussion Paper. No. 1, août 2006/version anglaise.)

29 Von Braun, Joachim. *Globalization of the Agri-Food System and the Poor in Developing Countries*. Présentation power point donnée à l'University of Minnesota. Novembre 2006.

30 Les femmes représentent la majorité des petits agriculteurs possédant des parcelles de deux hectares ou moins.

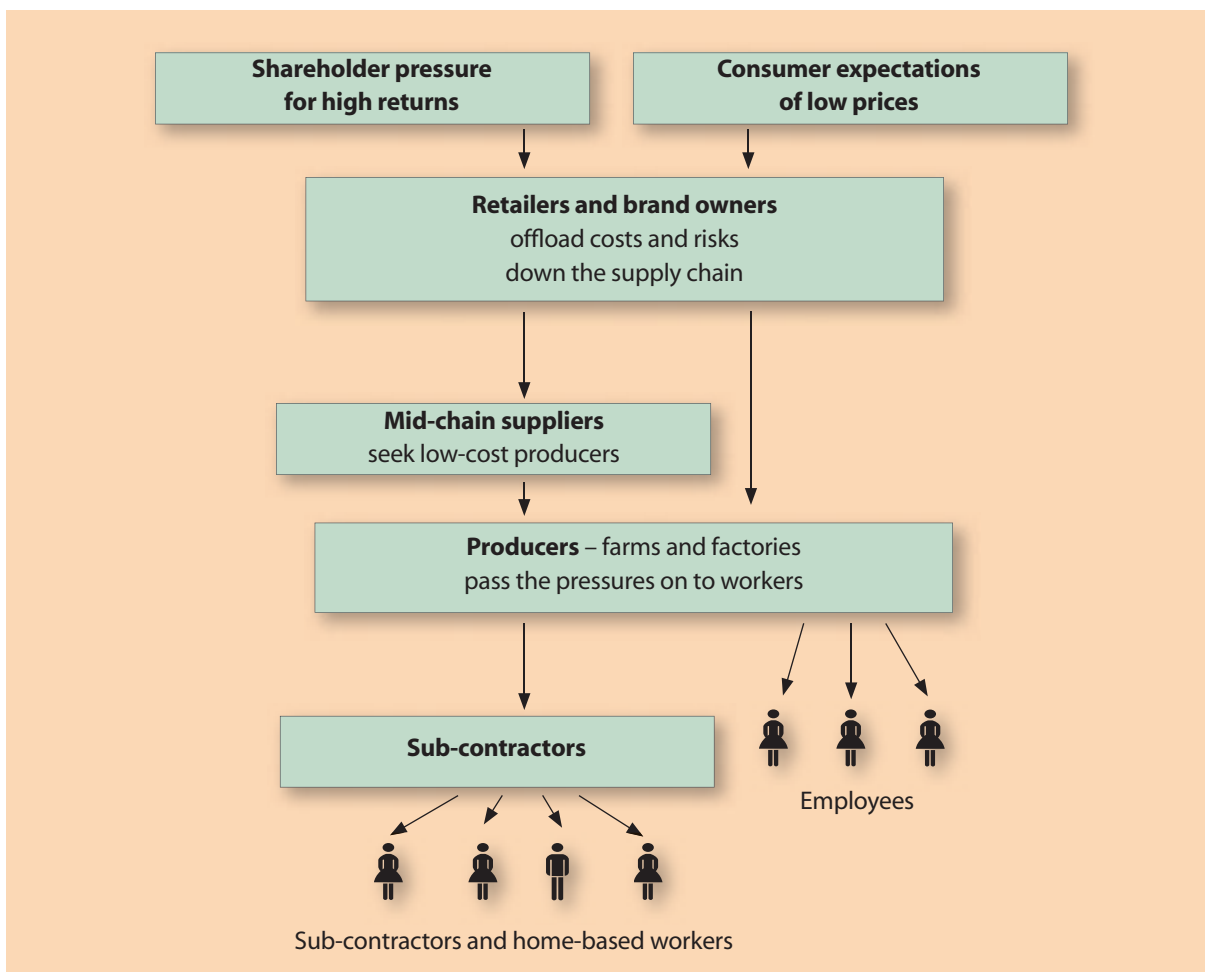
31 Vander Stichele, Myriam/van derWal, Sanne/Oldenzel, Joris. *Who Reaps the Fruit*. SOMO. Amsterdam, 2005.

32 Raworth, Kate. *Trading Away our Rights: Women Working on Global Supply Chains*. UK: Oxfam International, 2004.

33 *Ibid.*

34 Williams, Mariama. *Gender Mainstreaming in the Multilateral Trading System*. Commonwealth Secretariat. 2003.

35 Selon la Women's World Banking, 10 pour cent des crédits totaux destinés aux petits agriculteurs sont octroyés aux femmes qui ne bénéficient également que d'un pour cent des crédits globaux au sein du secteur agricole, production, transformation et distribution inclus. (Extrait de Lebohang Pheko, Liepollo. *Interlocking Features of Trade, Gender and Poverty*. Présentation au séminaire interrégional OXFAM America à Addis Abeba. 21-24 juin, 2006).



cessaire à la production alimentaire à grande échelle et elles ont des difficultés à obtenir des prêts. Comme les aides aux agriculteurs et les programmes de gestion de l’approvisionnement ont été démantelés par les politiques de dérégulation, les petits agriculteurs voient les coûts d’une production plus élevée l’emporter sur les gains nets. En tant que petites productrices, elles ont été dans l’impossibilité de rivaliser avec les grandes entreprises agricoles qui approvisionnent désormais les supermarchés en Jamaïque. Les productrices ne peuvent plus gérer les petites fermes et beaucoup d’entre elles ont changé de secteur pour le secteur des opérations hôtelières et du tourisme. Celles qui sont restées dans le secteur agricole ne possèdent plus leurs propres parcelles et n’exploitent plus leurs cultures, cependant, on leur propose de plus en plus de travailler dans le conditionnement et la transformation.<sup>36</sup>

En termes de nouvel emploi dans le système agroalimentaire, beaucoup de femmes trouvent un travail rémunéré dans le secteur des NTAEs et dans des usines de transformation industrielles en tant que cueilleuses, trieuses, classeuses et conditionneuses (elles représentent les sous-traitantes dans le diagramme OXFAM du système alimentaire ci-dessus). Fruits frais et transformés, légumes, fleurs et noix représentent un marché mondial croissant qui approvisionne la demande du Nord en produits à valeur ajoutée. Les femmes représentent la majorité des ouvriers du secteur floricole et fruitier en Colombie, en Équateur, au Kenya et au Zimbabwe (parmi d’autres). Les exportations africaines sont destinées à l’Europe ; les exportations latino-américaines, quant à elles, approvisionnent en grande partie les États-Unis.<sup>37</sup> Selon la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Unctad), les expor-

36 Cnuced. *Commerce et genre : défis et opportunités pour les pays en développement*. Chapitre 3 : Agriculture, Commerce et Genre, 2004.

37 *Ibid.*



tations NTAE des PMA ont augmenté d'un taux annuel de 32 pour cent entre 1995 et 1999.<sup>38</sup> Les femmes pauvres en zone rurale dans les pays en développement trouvent du travail, mais il est souvent précaire et sous-payé. En Afrique du Sud, les femmes représentent 69 pour cent de tous les employés temporaires et saisonniers et 26 pour cent de tous les employés de longue durée. Au Chili, elles représentent 52 pour cent de tous les employés temporaires et saisonniers et seulement cinq pour cent des employés de longue durée.<sup>39</sup> Aux champs et dans les usines, les femmes sont également confrontées à une discrimination sexuelle, accompagnée de violence, tout en ne cessant de porter le fardeau que représente le soutien à leur famille.

La suppression des services publics tels que les soins médicaux et l'éducation surcharge les femmes de travail, puisqu'elles sont les pourvoyeuses traditionnelles de ces services. Beaucoup de femmes agricultrices et d'ouvrières paysannes font face à des rendements de production de moins en moins importants ; elles sont poussées à développer davantage une production d'exportation aux dépens d'une production alimentaire destinée à la consommation de leur ménage, et pour finir, elles sont confrontées à un manque de services de base qui soutenaient le bien-être du ménage, en particulier les services de santé et d'éducation. La situation est devenue désespérée pour quelques unes d'entre elles. Par exemple en Chine, le suicide est plus courant chez les femmes que chez les hommes et parce que 70 pour cent des 1,2 milliards d'habitants en Chine vivent en région rurale, 90 pour cent des suicides y sont commis. Jusqu'en 1999, 50 pour cent de tous les suicides commis par les femmes ont eu lieu en Chine. Des chercheurs ont évalué que les développements économiques des deux dernières décennies, privatisation et réductions des programmes de vulgarisation et de santé rurale inclus, ont largement contribué à cette situation.<sup>40</sup>

**Un commerce « pas si libre »** – Alors que l'on constate de nets avantages quant à l'ouverture des marchés tels que l'accès à la nourriture en cas de récoltes manquées, et l'augmentation des choix pour le consommateur, on observe cependant des problèmes considérables relatifs à la dérégulation du commerce. L'approche « taille unique » de la libéralisation agricole ne reflète pas la réalité des désaccords dramatiques entre les pays, les individus et l'environnement en termes politiques, économiques et sociaux. Bien que les réformes de libéralisation du commerce étaient supposées assurer la croissance et le développement, beaucoup de pays n'ont pas atteint les résultats escomptés. Même si la Banque Mondiale continue de soutenir le programme de libéralisation, elle a reconnu que les gains de la libéralisation de l'agriculture dans les pays en développement ont été secondaires.<sup>41</sup> D'après la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), la pauvreté est en hausse dans les PMA qui mènent à la fois des politiques d'« open market » et de « closed market ». Par ailleurs, la pauvreté a davantage augmenté dans les pays qui ont libéralisé les marchés.<sup>42</sup>

Il existe différents facteurs qui expliquent pourquoi la libéralisation du commerce ne mène pas forcément à une réduction de la pauvreté, bien qu'elle le puisse. Une des raisons est que la crise mondiale des marchandises a rendu les pays dépendants des produits, ces derniers touchant un revenu moindre pour leurs exportations puisque les prix ont connu un sévère déclin au cours des dernières années. Le rapport de 2004 du Comité des produits de la FAO constate que les prix globaux des produits ont baissé de 53 pour cent entre 1997 et 2003. « Depuis 1980, la valeur de la plupart des produits tropicaux a diminué de plus de 50 pour cent, alors que la valeur du sucre, du coton et du caoutchouc a diminué de près de 80 pour cent. »<sup>43</sup> La diminution des régulations des denrées a contribué à

38 *Ibid.*

39 Raworth, *op. cit.*

40 Kaplan, Arline. *China's Suicide Patterns Challenge Depression Theory*. Psychiatric Times, Vol. XVI, Issue 1. Janvier 1999.

41 Wise, Timothy A. and Kevin P. Gallagher. *Doha Round and Developing Countries: Will the Doha Deal do More Harm than Good?* RIS Policy Brief #22. Avril 2006.

42 Cnuced. *Commerce et genre : défis et opportunités pour les pays en développement*. Chapitre 3 : Agriculture, Commerce et Genre, 2004.

43 Robbins, Peter. *Stolen Fruit: The Tropical Commodities Disaster*. UK: Zed Books, 2003.



aggraver la volatilité des prix du marché au-delà de ce que les équations de l'offre et de la demande permettent d'expliquer.<sup>44</sup>

Le déclin des prix des produits a permis aux pays comme les États-Unis d'exporter des produits, maïs, soja, riz et coton inclus, à des coûts inférieurs à ceux de production.<sup>45</sup> À la suite de quoi beaucoup de pays en développement importent des cultures de base qu'ils pouvaient cultiver eux-mêmes autrefois. Les programmes d'aide alimentaire soutenus par les règles commerciales de l'OMC ont également permis aux pays de vendre les produits excédentaires sur les marchés libres dans l'optique de générer des fonds. Plutôt que de servir de réponse d'urgence, l'aide alimentaire représente actuellement un marché caché pour les pays tels que les États-Unis qui y déchargent leur surproduction de céréales. Ceci sape la capacité des agriculteurs à subvenir à leurs besoins et menace la sécurité alimentaire. L'IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy) appelle cette pratique le « dumping mondial ».<sup>46</sup>

Les femmes sont les principales productrices des cultures de base au niveau mondial, fournissant plus de 90 pour cent des besoins alimentaires des pauvres ruraux.<sup>47</sup> Les bas prix des produits et les coupes tarifaires agissent de diverses manières sur les moyens de subsistance des femmes. Par exemple, au Mexique et dans toute la Mésomérique, les femmes ont été, d'un point de vue historique, les gardiennes et les conservatrices des semences de blé, non seulement pour la connaissance de la communauté, mais aussi pour l'approvisionnement alimentaire.<sup>48</sup> Le dumping américain du maïs au Mexique, qui a découlé de la suppression des tarifs douaniers résultant de l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA),

a affaibli le maïs dans son rôle de culture et de symbole culturel, touchant également les femmes en raison de leur relation particulière à ce dernier. Le dumping a augmenté la pauvreté, le chômage (ainsi que l'emploi précaire), la migration, l'insécurité alimentaire pour les femmes et leur famille dans tout le Mexique.<sup>49</sup> La baisse des prix des noix de cajou au Mozambique a contribué à l'augmentation du chômage en zone rurale, à une perte du pouvoir d'achat et à un troc accru (en particulier chez les femmes), à des marchés internes plus petits pour la distribution des noix de cajou et à une augmentation des ménages dirigés par des femmes puisque les hommes quittent le milieu rural à la recherche d'un emploi en ville.<sup>50</sup>

L'Accord Agricole de l'OMC (AA) ignore ces problèmes. En Août 2006, la FAO écrivait : « L'effondrement des négociations commerciales internationales du cycle de Doha est essentiellement dû à une tentative des pays riches, des corporations et des puissants lobbies de s'accaparer des avantages sur les marchés agricoles [ et ] à cause d'un manque d'équité dans sa vision, son processus et les résultats escomptés [...] les pays les moins avancés n'ont pratiquement rien obtenu lors des précédentes négociations commerciales sur l'agriculture à l'OMC ».<sup>51</sup> Les pays en développement ont connu l'impact dévastateur de l'instabilité des prix mondiaux dans l'exportation de produits, à ce moment-là aggravés par des préférences tarifaires érodées et de pauvres services de traitement spécial et différencié résultant de l'AA de l'OMC.<sup>52</sup> Les prétendus engagements envers la sécurité alimentaire et le développement rural garantis par un traitement spécial et différencié n'ont pas été poursuivis.

44 Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP). *Ten Ways to Fix Agricultural Trade: Benchmarks for the Hong Kong Ministerial*. Extrait de *Sailing Close to the Wind: Navigating the Hong Kong Ministerial*. 2005.

45 Ritchie, Mark, Sophia Murphy and Mary Beth Lake. *United States Dumping on World Agriculture Markets*. IATP : février 2003.

46 *Ibid.*

47 Nations Unies, FAO. Site fiche individuelle : *Gender and Food Security: Agriculture*. Consulté le 28 octobre 2006 <[www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm](http://www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm)>.

48 Chiappe, Dr. Marta B. *Estudio de caso sobre la cadena productiva de maíz* pour l'IGTN. Décembre 2006.

49 White, Marceline, Carlos Salas and Sarah Gammage. *NAFTA and the FTAA: A Gender Analysis of Employment and Poverty Impact in Agriculture*. Women's Edge Coalition: 2004.

50 Vijfhuizen, Carin, Luis Artur, Nazneen Kanji et Carla Braga. *Liberalisation, Gender and Livelihoods: the Cashew Nut Case*. Working paper 2. Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et l'Eduardo Mondlane University : novembre 2003.

51 Nations unies, FAO : *Le cycle de Doha a besoin d'une nouvelle orientation*. 8 août 2006. Consulté le 1er novembre 2006. <<http://www.fao.org/newsroom>>.

52 Nations Unies, FAO. *Le rôle de l'agriculture dans le développement des pays les moins avancés et leur intégration à l'économie mondiale*. Document préparé en vue de la Troisième Conférence des Nations Unies, Bruxelles, mai 2001. Consulté le 28 octobre 2006. <<http://www.fao.org/docrep/003/Y0491E/y0491e00.HTM>>.



Pays en développement, mouvements sociaux et nombreuses ONG ont été appelés à utiliser un langage amélioré sur l'appellation des produits spéciaux (SPs) ainsi qu'à mettre en place un mécanisme spécial de protection (SSM) qui permettraient aux pays en développement de se dispenser de certaines cultures alimentaires et de protéger l'agriculture du pays à l'aide de tarifs douaniers plus élevés. Il n'existe toujours pas d'accord entre les pays sur la manière de définir les SPs et les SSM. Les différends sur la question constituent une des raisons pour lesquelles les négociations de Doha ont été suspendues en juillet 2006.

Bien que les SPs et les SSM proposés soient des instruments forcément limités qui ne répondent pas au besoin d'un modèle de décisions commerciales fondamentalement différent en matière d'agriculture, ils permettraient néanmoins aux pays de protéger les programmes agricoles nationaux et de limiter le dumping. Ils

offrent également la possibilité aux gouvernements de concevoir et d'exécuter les objectifs spécifiques au genre en matière de développement agricole durable. Par exemple, les indicateurs spécifiques au genre dans l'application des SPs et des SSM pourraient inclure des mesures pour évaluer et protéger les femmes les plus vulnérables, mesures basées sur leur niveau de revenu et leur niveau d'accès aux ressources économiques et productives. De tels indicateurs devraient prendre en considération les relations des produits agricoles vis-à-vis de la sécurité alimentaire et du développement social et culturel, des contextes nationaux et régionaux et des données désagrégées relatives au genre sur les tendances rurales en matière d'emploi et de bien-être.<sup>53</sup>

Ces protections, accompagnées de réformes législatives destinées à protéger l'accès des femmes aux terres et aux crédits, et l'effort entrepris pour assurer que les organisations féminines puissent contribuer aux décisions en ma-

<sup>53</sup> Hernandez, Maria Pia. *Incorporating Gender Considerations for the Designation of Special Products in WTO Agricultural Negotiations*. International Gender and Trade Network (IGTN): Genève, mars 2005.

rière d'agriculture, pourraient prendre un certain temps à renforcer les mesures de souveraineté alimentaire en terme de genre. Les négociations mondiales sur l'agriculture sont au point mort jusqu'à ce jour, en partie car les pays n'arrivent pas à trouver un accord sur les protections qui devraient être incluses dans les règlements. Les États-Unis et quelques autres membres ne sont pas disposés à accorder aux pays en développement les moyens de limiter l'accès à leur marché concernant les produits agricoles.

Il existe une autre dimension en matière de politique commerciale et de politique d'investissement qui concerne les femmes : les barrières à la mobilité du travail. Bien que le capital soit de plus en plus mobile au sein d'un système commercial multilatéral, ce n'est pas le cas pour le travail. Ceci s'est révélé un sujet de discordance entre les gouvernements du Sud, motivés par les versements que font les ouvriers immigrés à leur pays d'origine, et les gouvernements du Nord faisant face à une forte résistance politique envers une immigration croissante. L'économiste féministe Mariama Williams écrit : « Aujourd'hui, les barrières au mouvement de la main-d'œuvre dans les pays du Nord restent considérables. Elles impliquent une régulation excessive de l'immigration et de la mobilité de la main-d'œuvre, des régulations discriminatoires en matière de licenciement, des procédures de qualification et de standards techniques sur l'emploi transfrontalier, des quotas et des tests de nécessité économique, et la non reconnaissance des qualifications professionnelles. »<sup>54</sup> Là où les dispositions relatives à la mobilité sont présentes,<sup>55</sup> elles se concentrent

sur les protections de la main-d'œuvre qualifiée. Jusqu'à présent, les producteurs agricoles sont généralement considérés comme « non qualifiés », et ceux qui ont perdu leur travail dans le secteur rural ont moins de chance d'immigrer légalement pour trouver du travail. De même que la migration des ouvriers non qualifiés est rarement légale ou facile, on note une augmentation considérable de la migration des femmes et des hommes dans le monde entier (en 2005, les Nations Unies l'estimait croissante et supérieure à 175 millions).<sup>56</sup> Cette migration s'opère du milieu rural vers le milieu urbain au sein d'un même pays, interrégional et du sud vers le nord au niveau mondial. Les migrants font souvent face à des situations extrêmement difficiles privés d'une protection fondamentale de leurs droits de l'homme. Les femmes peuvent être amenées à trouver un emploi précaire et risqué dans des fermes à l'étranger, à travailler dans des usines en zone franche industrielle ou dans l'informalité comprenant le travail domestique et sexuel.

La migration est une question délicate qui mérite une attention particulière, surtout car elle est liée à la pauvreté, aux droits de l'homme et à la sécurité. Cependant, elle se situe hors de la portée du présent document. Par ailleurs, il est impossible d'ignorer que beaucoup de gouvernements tiennent compte des règles commerciales qui encouragent les systèmes alimentaires dérégulés et mettent en place synchroniquement des régulations qui limitent les chances des ouvriers agricoles de trouver un avenir meilleur, ailleurs, lorsque leurs propres économies agricoles s'effondrent.

54 Williams, Mariama. *The General Agreement on Trade in Services: The Debate between the North and the South*. IGTTN: Economic Literacy Series, 2003.

55 Voir mode 4 : Mouvement des personnes physiques dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.

56 Organisation internationale pour la migration. *World Migration 2005: Costs and Benefits of International Migration*. Genève.



## Section III.

### Études de cas

Comme les États changent leur politique en faveur de la libéralisation commerciale dans l'agriculture, les femmes se voient de plus en plus perdre leur rôle traditionnel de productrice alimentaire et de pourvoyeuse d'aliments ; ceci change actuellement l'envergure de l'agriculture mondiale, du développement rural et de la souveraineté alimentaire. Il n'existe pas suffisamment de données désagrégées selon le genre pour pouvoir faire une analyse sur toutes les implications relatives au genre. Néanmoins, les études de cas de cette section (extraits/résumés de publications de longues recherches<sup>57</sup>) permettent de souligner les multiples dynamiques qui touchent les femmes dans différents secteurs agricoles comme résultat de la libéralisation et de la dérégulation du commerce. Une fois de plus, en revenant sur le cadre et la base de ce document, ces études de cas espèrent mettre en valeur au moins quelques-uns de ces éléments, sinon tous :

- a) *Les règles concernant l'agriculture sont en train de changer.*
- b) *Les femmes ont des rôles traditionnels de longue date en terme d'agriculture qui ont en grande partie été ignorés, spécialement par les macroéconomistes.*
- c) *Les femmes ne sont pas touchées par les changements dans l'agriculture de la même manière que les hommes. Il est nécessaire que les impacts sur les moyens d'existence des femmes, qui ont des rôles traditionnels différents, soient compris.*
- d) *Les décisions prises sans considération du genre ont creusé les inégalités traditionnelles et en ont créé de nouvelles.*

### Riz

**Extrait/résumé, complété de quelques contributions apportées par l'auteur, de *Gender and Rice: The Case of the Philippines* écrit par Riza Bernabe et Jessica Cantos pour l'IGTN, décembre 2006.**

Comme partout en Asie, le riz est le principal aliment de base aux philippines. Des 6 millions de femmes engagées dans l'agriculture, environ 37 pour cent, soit plus d'un tiers, travaillent dans les fermes rizicoles.<sup>58</sup> Les paysannes travaillant dans la production du riz sont pour la plupart des cultivatrices possédant de petites fermes, des locataires ou des ouvrières agricoles. Elles sont engagées dans la plupart des domaines de la production rizicole, toutefois, leur participation est particulièrement élevée dans la plantation, le désherbage, l'application d'intrants et d'engrais, le séchage et l'ensachage. Les petits cultivateurs propriétaires possèdent leurs terres en vertu de certificats de propriété délivrés lors de réformes agraires. Néanmoins, la plupart des titres fonciers sont au nom de l'époux, bien que les femmes jouent un rôle important dans la production rizicole. Aux Philippines, parmi les 11,2 millions de la force ouvrière agricole, 8,5 millions sont sans terres.<sup>59</sup> Même si le propriétaire emploie les hommes par contrat, la famille complète – femmes et enfants inclus mais non rémunérés – est utilisée comme main-d'œuvre afin d'assurer de meilleurs bénéfices pour la culture rizicole.<sup>60</sup> En dehors de leur participation active à la production rizicole, les femmes sont essentiellement responsables de

57 La plupart des études de cas de ce document sont extraites d'une série de petites études de cas publiées par le Réseau international genre et commerce en décembre 2006. Des versions plus complètes seront disponibles au début de 2007. Néanmoins, deux des études de cas sur le maïs et les noix de cajou sont extraites d'autres publications de recherches.

58 Rural Women Statistics, Farm News and Views, Philippine Peasant Institute, 4<sup>e</sup> trimestre 2002, base sur une date du Bureau de Statistiques Agricoles, Indicateurs de développement, 2002.

59 Cette citation ne faisait pas partie de l'étude de cas d'origine. Elle a été ajoutée par l'auteur et est tirée de Cnuced. *Commerce et genre : défis et opportunités pour les pays en développement*. Chapitre 3 : Agriculture, commerce et genre, 2004.

60 *Ibid.*

la préparation des aliments et de l'approvisionnement des personnes travaillant dans les rizières. Les femmes sont impliquées dans les tâches telles que l'embauche de la main-d'œuvre et le stockage des semences qui serviront à de futures plantations.

Au cours des dernières années, des pressions ont été exercées afin de libéraliser, en particulier, l'industrie rizicole. Par exemple, la Banque Asiatique de Développement (BAD) a fait de la tarification du riz une conditionnalité à la libération des emprunts. Les accords de commerce régionaux tels que la Zone de Libre-échange de l'Association des Nations du Sud-Est (ASEAN) – Common Effective Preferential Treatment (AFTA-CEPT) et la Zone de Libre-échange Chine-ASEAN ont également fait le travail préparatoire de la libéralisation des marchés rizicoles de la région. Bien que le riz soit généralement traité comme un produit extrêmement sensible parmi les membres de l'ASEAN, les accords commerciaux ont cependant pourvu à l'ouverture du marché rizicole intérieur du pays à d'autres pays. De ce fait, les Philippines importent désormais leur riz de la Thaïlande, du Vietnam, de la Chine et des États-Unis. Les importations issues des États-Unis sont essentiellement effectuées sous la forme de programmes d'aide alimentaire (PL 480). En 2002, les Philippines ont lancé leur programme de commercialisation de riz hybride.<sup>61</sup> L'utilisation de riz hybride, qui utilisent des FI ou semences Terminator, a renforcé l'emprise des multinationales et des sociétés privées sur les ressources en semences. La présence de sociétés dans l'industrie des semences de riz a contribué à la marginalisation du rôle des agriculteurs en tant que cultivateurs et propagateurs de semences et a mis en danger le rôle des femmes travaillant dans la riziculture en tant que gardiennes des semences.

Cette étude de cas montre que le riz est un aliment de base et un élément essentiel en terme de sécurité alimentaire aux Philippines. Les femmes sont engagées dans tous les aspects de la production bien qu'elles soient concentrées

dans des domaines spécifiques. La nécessité de réformes agraires est un aspect important de la production rizicole qui nécessite des analyses approfondies, y compris d'une analyse d'un point de vue du genre sur les femmes qui ne sont pas enclines à posséder des terres.

La libéralisation a mené à l'importation de riz, le riz OGM inclus, afin de remplacer le riz produit localement ; de ce fait les petits agriculteurs, l'alimentation et la culture saine en ont pâti. Le regroupement corporatif de semences a permis le dumping aux Philippines par le biais de cultures OGM et de l'aide alimentaire internationale. Cette modification met en danger la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les régions rurales. Les femmes et leurs familles ne sont pas épargnées par ces modifications. Elles jouent un rôle historique dans tous les aspects de la production et sont les principales pourvoyeuses d'aliments dans leur ménage.

## Maïs

**Extrait/résumé, complété de quelques contributions apportées par l'auteur, de deux études :**

***Estudio de caso sobre la cadena productiva de maíz par Dra. Marta B. Chiappe pour l'IGTN, décembre 2006***

***ALENA et ZLEA: A Gender Analysis of Employment and Poverty Impact in Agriculture par Marceline White, Carlos Salas et Sarah Gamage.***

**Women's Edge Coalition, 2004**

Le maïs est une des quatre céréales qui représentent plus de la moitié de l'alimentation mondiale, il est considéré comme la nourriture de base d'un quart de la population mondiale. Il constitue la base vitale dans les ménages, le travail, les rituels et les célébrations de toute la Mésoamérique. Cependant, le Mexique a une histoire particulière

<sup>61</sup> Redona, Edilberto A., et. al. *Commercializing hybrid rice technology in the Philippines*. 4<sup>th</sup> International Crop Science Congress: octobre 2004. Consulté en novembre 2006. <[http://www.cropscience.org.au/icsc2004/poster/4/4/295\\_redona.htm](http://www.cropscience.org.au/icsc2004/poster/4/4/295_redona.htm)>.



par rapport au maïs, dont l'origine mexicaine remonte à plus de 4000 ans. Le maïs est dans ce pays l'aliment central des familles d'agriculteurs, la base de l'alimentation moyenne et la céréale la plus consommée au Mexique. Les femmes ont été, historiquement parlant, les gardiennes des semences de maïs non seulement pour les connaissances de la communauté mais également pour l'approvisionnement alimentaire. Les Mexicaines sèchent les graines, les cuisent et les mélangent et font également les tortillas. Tout ceci fait partie de la vie de tous les jours et de la relation des femmes par rapport au maïs.<sup>62</sup>

Pendant plus de cinquante ans, le Mexique a employé une série de politiques et de programmes comportant le soutien du prix des cultures pour les producteurs de base, des subventions pour des intrants agricoles ; l'apport de crédits et d'assurances, du traitement gouvernemental, de la distribution étatique, de la production étatique d'engrais et de semences améliorées, et des subventions de consommation fixées par l'État. Dans sa phase de libéralisation, le Mexique a adopté une série de réformes politiques afin d'éliminer ces programmes. Avec les préparatifs pour l'ALENA, le pays a ouvert ses frontières 10 ans avant la date prévue afin de pouvoir importer à plus bas prix du maïs et des haricots issus des États-Unis et du Canada. Et il a également réduit ses soutiens aux prix pour les agriculteurs et les consommateurs du pays tout en réduisant les restrictions d'importation.

À l'heure où l'ALENA entra en vigueur, 3 millions de producteurs, soit 40 pour cent de tous les Mexicains travaillant dans l'agriculture, cultivaient le maïs. Depuis lors, l'ALENA a abouti à la perte de 1,3 millions d'emplois, pour la plupart des producteurs de maïs et de haricots, et notamment des petits agriculteurs de subsistance qui n'étaient pas capable de rivaliser avec la production de maïs industrialisée des États-Unis. Les producteurs de maïs et leurs familles restant au Mexique vivent aujourd'hui de moins

d'un tiers du revenu qu'ils gagnaient en 1994. Par conséquent, il s'est produit un exode important du secteur rural, entraînant une croissance exceptionnelle de la migration de personnes pour la plupart sans papiers ni protection, qui arrivent chaque année aux États-Unis. Ce nombre a été estimé à un chiffre net de 400 000 migrants. Neuf pour cent de la population née au Mexique vit désormais aux États-Unis.<sup>63</sup> Le nombre de ménages dirigés par des femmes au Mexique a augmenté, tandis que la pauvreté a augmenté de 50 pour cent dans les ménages les plus pauvres dirigés par des femmes. Par ailleurs, une pauvreté extrême a diminué l'accès des familles issues de fermes de subsistance aux soins médicaux, à l'éducation et à l'alimentation. Alors que le nombre d'hommes migrants a dépassé celui des femmes, ce nombre évolue puisqu'à l'heure actuelle les femmes quittent également le secteur rural à la recherche d'une vie meilleure.

Le prix de la nourriture a augmenté. Pendant ce temps, les prix agricoles du maïs ont baissé de moitié.<sup>64</sup> Entre 1994 et 2000, la production nationale de maïs a diminué de presque quatre pour cent alors que les importations de maïs ont augmenté de pratiquement 136 pour cent. Le prix garanti aux agriculteurs a été réduit de 43 pour cent et le consommateur a vu le prix augmenter de 571 pour cent.<sup>65</sup> Le dumping du maïs par les États-Unis au Mexique n'a pas seulement touché le prix du maïs mais a également eu un impact négatif sur le contrôle par les mexicains de la variabilité des semences de maïs qui ont été cultivées, protégées et choyées au Mexique pendant des siècles.<sup>66</sup> Les augmentations de prix des aliments de base ont touché les femmes, qui sont essentiellement responsables de l'achat et de la préparation des aliments et d'autres corvées pour l'entretien du ménage, et cela de manière disproportionnée. Dans nombre de cas, les familles ont sacrifié la nourriture en vendant le maïs qu'elles auraient normalement gardé pour leurs propres repas afin de toucher un salaire

62 Chiappe, *op. cit.*

63 Cette citation n'est pas issue des études de cas. Elle est extraite de *Mexican Immigration to the U.S.: The Latest Estimates by from Passel, Jeffrey. Mars, 2004.* Consulté au Migration Policy Institute en décembre 2006. <http://www.migrationinformation.org/USfocus/display.cfm?ID=208>.

64 Ibid.

65 Cette citation n'est pas issue des études de cas. Elle est extraite du livre *Women's Resistance and Alternatives to the Globalizing Model by the Red Nacional de Genero y Economia.* Mexique 2005. Chapitre intitulé : *The Impacts of NAFTA on Mexican Women* par Hilda Salazar Ramirez.

66 Chiappe, *op. cit.*

supplémentaire. Les rentes sont devenues de plus en plus importantes pour la survie, et en 2004, 43,5 pour cent des ménages touchant des rentes étaient dirigés par des femmes.

Il existe quatre domaines d'embauche des femmes.

- Premièrement, les femmes, qui vivent généralement de deux hectares de terres ou moins, continuent à cultiver les aliments au niveau de subsistance pour leur consommation domestique et à les vendre de manière non officielle sur les marchés locaux.
- Les femmes ont également trouvé certains emplois dans le secteur des fruits à l'aide des NTAEs. Néanmoins, les nouveaux emplois que les femmes ont obtenus sont devenus extrêmement ségrégués par rapport au genre : les hommes, comme de coutume, assument les tâches de supervision, de transport, d'entreposage et opèrent des machines, pendant que les femmes sont concentrées de manière disproportionnée dans la propagation des semences, le nettoyage, le triage, le contrôle de qualité et le conditionnement. En général, le travail dans le secteur agro-industriel est payé à la pièce et non au temps de travail, ce qui signifie que les employés ont tendance à travailler les heures nécessaires pour remplir leur quota. Les femmes gagnent, comme de coutume, 25 à 30 pour cent de moins que les hommes.
- Les femmes ont conquis de nouveaux emplois dans les usines *maquila*. Elles représentent presque 70 pour cent de la force ouvrière mexicaine. Les conditions de travail dans ces *maquilas* sont souvent dangereuses, précaires et incertaines pour les femmes et les adolescentes. Soixante-trois pour cent des emplois sont sans marge de bénéfice et 17 pour cent des emplois offrent moins que le salaire minimum.<sup>67</sup>
- Un nombre croissant de femmes travaille actuellement dans le secteur informel afin de compléter le revenu de leur ménage. Parmi les emplois créés depuis l'ALENA, près de 40 pour cent ont été créés dans ce secteur. Ces emplois ne sont pas pris en compte dans l'économie officielle et ne sont pas protégés par les lois du travail. La plupart des femmes de ce secteur travaillent beaucoup d'heures mais ne se sont que peu rémunérées par leur entreprise. Dans les régions rurales comme urbaines, les femmes travaillent plus d'heures par jour que les hommes si l'on prend en compte le travail non rémunéré au sein du ménage. Une journée typique de travail d'une femme compte plus de 18 heures et dépasse celui des hommes de 43 pour cent.

*Les informations issues des études de cas soulignent que le Mexique avait auparavant des programmes visant à stabiliser les prix, à soutenir les agriculteurs et à assurer un certain niveau de production nationale. Lorsque le Mexique libéralisa son secteur agricole, les nouvelles politiques dévastèrent l'emploi rural et augmentèrent la pauvreté, le dumping et la migration. Les prix ont sévèrement augmenté. Les femmes ont dû gérer ces changements de différentes manières. Elles ont trouvé certains emplois résultants de la libéralisation, mais leur travail a tendance à être précaire, peu rémunéré voire dangereux dans le cas des maquiladoras.<sup>68</sup> Il existe un nombre croissant d'hommes et de femmes qui migrent aux États-Unis, entraînant ainsi un nombre croissant de ménages dirigés par des femmes au Mexique. Enfin, les familles pauvres du secteur rural ont du mal à joindre les deux bouts. Le défi grandissant auquel elles font face pour assurer les soins médicaux et les aliments à leur famille aggrave l'insécurité alimentaire.*

<sup>67</sup> *Women's Resistance and Alternatives to the Globalizing Model* de the Red Nacional de Genero y Economia. Mexique 2005. Chapitre intitulé : *The Impacts of NAFTA on Mexican Women*. Hilda Salazar Ramirez.

<sup>68</sup> Des centaines de meurtres non éclaircis ont été commis à Juarez, Mexique, où des femmes travaillent dans les *maquiladoras* en zones franches industrielles.

## Noix de cajou

**Extrait/résumé de *Liberalisation, Gender and Livelihoods: the Cashew Nut Case*.**

**Auteurs : Carin Vijfhuizen, Luis Artur, Naneen Kanji et Carla Braga. IEED et l'Eduardo Mondlane University, 2003**

Connu comme un des principaux pays dans le monde à produire la noix de cajou, le Mozambique a vu sa production atteindre son maximum en 1972. Au Mozambique, les noix de cajou ont constitué une exportation importante aussi bien qu'un moyen de générer un revenu en liquide pour les petits exploitants. Depuis, elles représentent une importante source de protéines pour les familles et contribue à la sécurité alimentaire. La conjonction de prix agricoles bas, d'un réseau commercial faible, de la guerre, de la sécheresse et d'un manque de capacité a contribué à la création d'un secteur écartelé. En 1995, à la suite d'une mise en place de séries de prêts par la Banque mondiale et dans le cadre du soutien de son programme de libéralisation commerciale, le gouvernement libéralisa ses pratiques de production et de traitement de la noix de cajou. Les réformes inclurent entre autre une réduction des tarifs douaniers d'exportation et une dérégulation des licences.

Dans le cas du Mozambique, la libéralisation de la production nationale des noix de cajou n'a pas atteint ses objectifs et les chiffres de sa production, pour les multiples raisons mentionnées, ont baissé au cours des années. Les prix d'exportation des noix de cajou transformées sont plus élevés que les prix des noix de cajou brutes ; en effet, leur transformation rapporte au Mozambique davantage que leur exportation. Néanmoins, même pour la transformation, les usines ont eu du mal à obtenir des fonds ou des prêts de la part des banques. Parce que ces dernières considèrent le traitement de la noix de cajou risqué, les taux d'intérêts restent élevés. La partie sud du Mozambique a vu un grand nombre d'usines fermer entre 1995 et 2000 pendant la phase de libéralisation. Ces difficultés, ajoutées aux changements constants dans les marchés (mondial, national et

local), rendent le traitement des noix de cajou difficile pour les plus petits producteurs. Les difficultés rencontrées dans la concurrence nationale en sont un élément. Une concurrence efficace au niveau mondial demande de relever toute une série de défis, à savoir la capacité à garantir la quantité et la qualité des matières premières nécessaires ainsi que du financement déficient.

Parce que le gouvernement n'achète plus ou ne fixe plus le prix des noix de cajou brutes, ce sont les commerçants, dont le nombre a augmenté et qui ont vu leurs gains s'accroître au profit de ceux des agriculteurs, qui ont profité le plus de cette série de politiques. Le commerce est de nos jours dominé par quelques exportateurs importants qui dépendent d'un petit groupe d'intermédiaires, traitant directement avec les agriculteurs et les détaillants en milieu rural ou dans les petits centres urbains.

D'un point de vue historique, la production de noix de cajou a représenté des moyens d'existence importants pour les femmes qui désherbaient, cueillaient et semaient les noix. Le fait que les niveaux de production aient baissé avec le temps, ayant pour conséquence une réduction nationale de l'emploi dans le secteur rural, constitue une sérieuse menace en termes d'insécurité pour les hommes et les femmes.

Les femmes qui continuent à trouver du travail, le trouvent généralement dans le secteur de la transformation. Elles travaillent dans les usines de transformation et y exécutent des tâches différentes de celles des hommes, leur travail est plus précaire. Celles qui ont perdu leur travail dans le secteur formel de la transformation s'engagent de plus en plus dans la transformation locale à domicile où elles transforment les noyaux et le jus. Travaillant à domicile, elles endurent de longues heures de travail dépendant des hommes pour acheter leurs matières premières et vendre leurs produits à l'extérieur. Avec un fort pourcentage de ménages dirigés par des femmes, les défis sont d'autant plus importants.

Les femmes comme les hommes vendent les noix de cajou brutes, mais davantage d'hommes sont impliqués dans ce commerce, en particulier lorsqu'il s'agit de grandes quantités. Le troc de noix brutes, autrefois rare, est passé de 8 à 35 pour cent. Parmi ceux qui peuvent vendre leurs

noix de cajou brutes, les hommes gagnent effectivement 15 fois plus que les femmes. Ils dominent également l'activité la plus lucrative (le commerce des noix transformées), parce qu'ils accèdent plus facilement aux crédits et aux transports. Les femmes, elles, dominent la commercialisation des fruits et du jus ; ces derniers sont cependant périssables et ne peuvent être vendus qu'en fonction des saisons. Alors qu'ils demandent moins d'investissement, ils sont également moins rentables et les femmes gagnent par conséquent juste assez pour couvrir leurs besoins fondamentaux.

*Cette étude de cas souligne la présence dans les secteurs formels et informels d'une nette division du travail en fonction du genre dans la production et la transformation des noix de cajou. Les femmes gagnent moins que les hommes et ont plus de difficultés que les hommes à accéder aux marchés. Le travail des femmes est plus précaire que celui des hommes. Les femmes représentent le principal soutien alimentaire de leur famille. Cette étude souligne également le fait que la libéralisation du marché n'ait pas obtenu les résultats escomptés au Mozambique. Cette libéralisation a plutôt contribué au déclin de l'industrie en raison de multiples facteurs. Elle a réduit, en outre, le pouvoir d'achat des femmes et a augmenté leur charge de travail à domicile.*

## Fleurs coupées

**Extrait/résumé de *La Floricultura en Colombia y Ecuador* de Patricia Jaramillo, Universidad Nacional de Columbia et Nora Ferm, International Labor Rights Fund, Équateur pour l'IGTN, décembre 2006**

L'industrie floricole est une des industries d'exportation les plus prospères avec en tête les exportations de roses qui représentent 50 pour cent en Colombie et plus de 61 pour cent en Équateur. Après seulement 35 ans d'activité, la Colombie est désormais le deuxième plus grand exportateur de fleurs fraîches couvrant 14 pour cent du marché mondial. Quatre-vingt-cinq pour cent des exportations colombiennes et 71 pour cent de celles

de l'Équateur sont à destination des États-Unis. L'avantage compétitif est basé sur le climat, l'infrastructure au sein des zones de plantation, la situation géographique par rapport au marché américain et une main-d'œuvre bon marché. La majeure partie des fleurs importées aux États-Unis est exemptée des droits de douane selon les programmes de commerce préférentiel tel que le Andean Trade Promotion and Drug Enforcement Act (Atpdea) dont bénéficient la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.

Dole est la principale société américaine de plantations de fleurs en Colombie et en Équateur et est la seule grande société américaine possédant des plantations de fleurs à l'étranger. Jusqu'en octobre 2006, elle contrôlait 20 pour cent des fleurs exportées de Colombie. Dole possède son propre service de transport, un entrepôt réfrigéré à Miami pour la transformation des fleurs et ses propres structures de marché pour la vente (elle livre ses fleurs directement aux détaillants). En 2002, ses revenus en fleurs s'élevaient à environ 174 millions de dollars. En Octobre 2006, Dole annonça qu'elle réduirait ses opérations de 30 pour cent en Colombie, fermant Splendor Flowers et Porcelain Flowers et ses deux plantations en Équateur. A la suite de quoi plus de 2600 emplois seront supprimés. On attend de ce chômage une aggravation de la situation alimentaire des nouveaux chômeurs qui rejoindront la main-d'œuvre dans les autres fermes, causant potentiellement une baisse des salaires dans le secteur.

Dans les plantations de fleurs, on préfère engager des femmes en raison de leur productivité, de leur agilité dans la manipulation des fleurs et de leur capacité à sélectionner leur bonne qualité. Les femmes ont tendance à être engagées jeunes, 66 pour cent des ouvrières travaillant dans l'industrie floricole en Équateur ont entre 15 et 24 ans (Oxfam Chili 2004). Les femmes à la recherche d'un emploi sont souvent soumises à des tests de grossesse forcés, ce qui, bien que fréquent, est illégal. Lors de la mise en chômage technique pendant les périodes de stagnation, les femmes sont aussi les premières à être licenciées. La pression au sein de l'industrie floricole pour le ramassage et le conditionnement des fleurs est particulièrement intense pendant les périodes



de grosse demande aux États-Unis comme le jour de la saint Valentin et la fête des mères. Pendant cette période, les ouvriers reçoivent une paie plus conséquente par bouquet de fleurs. Les conditions de travail et l'utilisation de pesticides toxiques ont suscité de vives inquiétudes en matière d'abus des droits du travail et de la santé ; en effet, les femmes travaillent en contact direct avec les pesticides pulvérisés sans protection ou presque. En Équateur, environ 30 produits chimiques différents sont utilisés en plus des engrais pour la terre. Les ouvriers tombent malades en s'exposant à ces toxines. Même si les conditions se sont améliorées, beaucoup de petites entreprises ne peuvent offrir une sécurité à leurs ouvriers ; une régulation plus importante est ainsi nécessaire afin de protéger la santé de ces derniers.

La violence sexuelle commise dans les plantations de fleurs est un réel problème. Une étude de 2005 démontre que plus de 55 pour cent d'ouvrières de la floriculture en Équateur ont été victimes d'agression sexuelle pendant le travail, dans quelques cas les agresseurs étaient leurs chefs. Ce nombre est encore plus élevé (près de 71 pour cent) chez les ouvrières âgées entre 20 et 24 ans. Seulement 5 pour cent ont cherché recours auprès de la justice. Des directives visant à interdire ce type de comportement n'ont été établies que par peu de plantations, voire par aucune (Mena y Proaño 2005).

Les familles rurales, dont la plupart ont des femmes à leur tête, luttent pour survivre en raison des bas salaires, du surmenage et des mauvais services. Sans salaire convenable, beaucoup de familles n'ont pas accès à une nourriture saine, aux soins médicaux, à l'éducation et même aux loisirs. Ceci a un effet négatif sur les moyens d'existence traditionnels et sur les pratiques indigènes qui ont représenté la force vitale des communautés pendant des siècles.

*Cette étude de cas souligne le fait qu'il existe une chaîne d'approvisionnement possédée par des entreprises dans une importante partie de l'industrie floricole. L'entrée douanière des fleurs coupées aux États-Unis se produit en grande partie par le biais d'un système de préférences commerciales. Les changements opérés dans ces deux domaines*

*auront un impact important sur l'emploi des femmes. Elle souligne également le fait que le secteur des NTAEs représente une industrie importante pour les femmes. Toutefois, leur travail salarié reste précaire et mal payé. Les femmes sont engagées très jeunes et sont victimes d'abus sexuel et de risques environnementaux. Les ménages dirigés par des femmes font face à une grande difficulté pour joindre les deux bouts.*

## Volaille

**Extrait/résumé complété de quelques contributions apportées par l'auteur de *Chicken in the Global Economy: Impacts on Women, Livelihoods and the Environment* – une étude de cas dirigée par le Center of Concern<sup>69</sup> et la Delmarva Community Alliance.**

Le commerce mondial du poulet est entre les mains de grandes firmes multinationales qui utilisent un processus de production verticalement intégré. Au début des années 70, les firmes agroindustrielles à travers le monde adoptaient ce modèle de production. En Thaïlande, en Indonésie et au Vietnam, la production s'est multipliée par huit en 30 ans, alors que la production de poulets en Chine a triplé pendant les années 90. La majeure partie de cette nouvelle production de volaille s'est produite dans les usines agricoles concentrées à l'extérieur des grandes agglomérations et intégrées dans des systèmes de production transnationaux.<sup>70</sup> Aujourd'hui, le Brésil est le premier exportateur suivi de près par les États-Unis. Ils contrôlent ensemble 75 pour cent du commerce mondial du poulet. Plutôt que d'acheter des poulets d'élevage sur le marché libre, les intégrateurs actuels coordonnent l'approvisionnement de poulets grâce à un système de contrats avec les éleveurs. La quantité de poulet commercialisée au niveau mondial devrait atteindre les 6,7 millions de tonnes en 2007.

L'industrie de la volaille représente le secteur le plus intégré verticalement de tous dans la production agricole et alimentaire américaine et

<sup>69</sup> Le Center of Concern préside le Gender and Trade Network aux États-Unis.

<sup>70</sup> GRAIN. *Qui est le dindon de la farce? : Le rôle central de l'industrie de la volaille dans la crise de la grippe aviaire*. Rapports de GRAIN, février 2006. Consulté le 15 novembre 2006.

< <http://www.grain.org/briefings/?id=194>>.

il est en train de devenir également le secteur le plus concentré, en particulier lorsque l'on considère que cette évolution est survenue en un laps de temps relativement court. Deux sociétés contrôlent 40 pour cent du marché américain (Tyson Foods, Inc. et Pilgrim's Pride Corporation) et neuf en contrôlent plus de 67 pour cent.

L'arrivée de firmes multinationales, facilitée par le commerce libéralisé et les règles d'investissement, avec leur modèle de production industrielle verticalement intégrée, peut déstabiliser la production de poulets des petits exploitants et menacer la communauté et les ressources environnementales. Les contrats peuvent remplacer les marchés libres. Les riches intégrateurs pourraient percevoir les petits exploitants comme des concurrents et recommander des politiques qui développeraient davantage le modèle industriel. Les dispositions améliorées de propriété intellectuelle ont renforcé la position des éleveurs privés qui soutiennent les opérations industrielles par leur apport en poulets. Par exemple, les deux sociétés – Cobb-Vantress et Aviagen – contrôlent actuellement 65 à 85 pour cent du marché mondial des reproducteurs. Les clauses et les restrictions du traitement national en matière de critères de performance ont également permis aux sociétés étrangères telles que les restaurants rapides et les hôtels, de se procurer leurs poulets chez les fournisseurs internationaux plutôt que d'utiliser les sources internes.

Les consommateurs américains préfèrent la viande blanche, cependant, alors que la production américaine de poulets se développe, surgit une production inévitable de viande rouge supplémentaire, dont la majeure partie est exportée souvent vers les pays en développement. Entre 1960 et 2005, la production américaine de poulets a augmenté de 707 pour cent, alors que les exportations américaines ont augmenté de 5, 736 pour cent. En raison du prix fort de la viande blanche, des subventions pour le maïs et le soja, des bas salaires à travers l'industrie et de l'externalisation des dépenses clé (poulaillers, élimination des déchets), la viande rouge peut être vendue au prix le plus bas, déplaçant ainsi la pro-

duction locale et menaçant les moyens d'existence des petits producteurs, pour la plupart des femmes. Les États-Unis ont poursuivi l'accès commercial accru des exportations du poulet dans les récentes négociations commerciales.

Une recherche basée sur le genre est plus que nécessaire. Néanmoins, différentes études et projets jusqu'ici reconnaissent que les femmes dans les pays en développement sont engagées dans la production avicole rurale représentant ainsi un moyen d'augmenter leurs revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire. Dans beaucoup de pays en développement, l'élevage du poulet est vital pour l'alimentation et les revenus des familles dans lesquelles les femmes ont souvent la charge d'élever les poulets. Par exemple « l'industrie de la volaille au Laos est une industrie essentiellement constituée de petits exploitants qui élèvent en plain air des races de poulet locales à proximité de leurs habitations pour la production de viande et d'œufs consommés principalement par le ménage ou vendus aux locaux pour se procurer une source de revenus... Un village moyen possède environ 350 poulets, canards, dindes et cailles élevés dans des petits troupeaux éparpillés parmi les habitations du village pour environ 78 familles et dont les femmes sont essentiellement responsables. »<sup>71</sup>

La production de poulets de basse-cour constitue une activité de subsistance ; les œufs et la viande servent ainsi à la consommation familiale et, dans une certaine mesure, représentent un revenu en liquide. Des études effectuées en Afrique et en Asie<sup>72</sup> démontrent que les systèmes de production de volaille dans les villages sont avantageux pour les petits producteurs parce qu'ils sont autochtones et qu'ils représentent une partie intégrale du système fermier, avec des cycles de vie courts et des rotations rapides. Ils demandent de faibles apports d'intrants et constituent un moyen de transformer les aliments de basse qualité en protéines de qualité supérieure. Étant donné que l'élevage de la volaille est possible à proximité des ménages, les femmes ont eu tendance à dominer la production de volaille des petits producteurs dans le Sud mondial.<sup>73</sup>

71 USDA. *Laos: Poultry and Products – Avian Influenza*. GAIN Report. Département de l'agriculture américain, Washington DC, 16 Mars 2005.

72 Kitayli, Aichi J. *Village Chicken Production Systems in Rural Africa: Household Food Security and Gender Issues*. FAO des Nations Unies. Rome, 1998. Consulté le 20 novembre 2006.

< <http://www.fao.org/docrep/003/W8989E/W8989E00.HTM> >. Voir également dans *Asia's Women in Agriculture, Environment and Rural Production*. Département du développement durable (SD) de la FAO, 1998. Consulté le 20 novembre 2006.

< <http://www.fao.org/sd/WPdirect/WPre0108.htm> >.

73 Ce paragraphe ne fait pas partie de l'étude de cas du CoC et de la Delmarva Community Alliance mais a été ajouté par l'auteur.

La dynamique est cependant tout autre aux États-Unis. Les femmes sont par exemple fortement impliquées dans la production de poulets industriels en travaillant en tant qu'agricultrices et ouvrières d'usine pour l'approvisionnement du marché américain d'exportation du poulet. Les femmes et les hommes aux États-Unis sont assujettis à un certain nombre d'abus – manque de négociations collectives, bas salaire, résiliation arbitraire, rejet des pauses toilettes (même pour les femmes enceintes). Les ouvrières d'usine ont également rapporté des cas de harcèlement et d'intimidation sexuels.

*L'étude de cas sur la volaille démontre que la situation des femmes rurales dans le Nord et le Sud est précaire. Les productrices en zones rurales voient leur marché baisser alors que les chaînes de production mondiales et les importations transforment la*

*volaille d'une source de revenus et d'alimentation bon marché en une marchandise mondiale. La consolidation des entreprises de volaille englobe des clauses de propriété intellectuelle, des lois de dérégulation pour le soutien interne et une intégration verticale extrêmement haute. Les éleveurs de volaille sont responsables du risque que représente la manipulation des oiseaux (comme c'était le cas pour les fleurs et les fruits). Pour l'instant, ce sont les détaillants alimentaires qui obtiennent les gains nets. Les ouvrières travaillant dans la production de volaille aux États-Unis font face à une discrimination du genre au sein des usines, alors que les petites éleveuses de volaille dans les pays en développement se trouvent dans l'incapacité de rivaliser avec le niveau avancé de la concentration du marché et pourraient connaître l'insécurité alimentaire qui en résulte.*

## Regarder en avant

Les politiques économiques de dérégulation et de libéralisation ont occasionné d'importants changements commerciaux et agricoles au niveau international, réduisant ainsi la capacité des pays à nourrir leur population et causant des bouleversements pour les agriculteurs, les paysans et les communautés rurales. Des recherches existantes concluent que les femmes, en raison de leur rôle particulier dans l'agriculture, sont touchées de façon disproportionnée par ces changements et sont également absentes de façon disproportionnée des débats politiques. La recherche n'a pas réussi à suivre les changements radicaux opérés dans le commerce et l'agriculture, en particulier lorsqu'ils se rapportent à l'iniquité du genre. Il existe trop peu de données désagrégées selon le genre dans les études existantes et ceci ne facilite pas la tâche visant à démontrer de façon concluante les tendances évidentes.

Il faudra effectuer à l'avenir davantage de recherches dans plusieurs domaines. De telles recherches devraient englober les analyses suivantes, mais ne sont pas limitées à celle-ci :

- Les effets des politiques macroéconomiques actuelles dans l'alimentation et l'agriculture par rapport au genre;
  - Les expériences des femmes et des hommes en tant qu'ouvriers agricoles salariés ;
  - Le genre, la propriété foncière, le régime foncier et la production agricole ;
  - Le rôle des brevets dans l'agriculture par rapport aux connaissances traditionnelles, à l'agrobiodiversité, à la propriété commune et au genre ;
  - L'utilisation et la consommation d'eau pour la production agricole et le développement durable, et le lien au genre ; et enfin
  - L'accès aux services de base en milieu rural, la reproduction sociale et les droits de l'homme.
- Afin de nous rapprocher de la réalisation de la souveraineté alimentaire et du droit à la nourriture, il faudra assurer le fait que le genre soit un composant fondamental d'un processus de décision autre, tout en tenant compte des nombreux niveaux de recherche nécessitant une considération particulière.



## References

- Bernabe, Riza and Jessica Cantos. "Gender and Rice: The Case of the Philippines" for IGTN. December, 2006.
- Center of Concern and Delmarva Community Alliance. "Chicken in the Global Economy: Impacts on Women, Livelihoods and the Environment" for IGTN. December, 2006.
- Chiappe, Dr. Marta B. "Estudio de caso sobre la cadena productiva de maíz" for IGTN. December, 2006.
- FAO-ILO-IUF. *Agricultural Workers and their Contribution to Sustainable Agriculture and Rural Development*. October, 2005.
- GRAIN. *Fowl Play: The Poultry Industry's Central Role in the Bird Flu Crisis*. GRAIN Briefing, February 2006. Accessed November 15, 2006 < <http://www.grain.org/briefings/?id=194>>.
- Hernandez, Maria Pia. *Incorporating Gender Considerations for the Designation of Special Products in WTO Agricultural Negotiations*. IGTN: Geneva, March 2005.
- International Labor Organization (ILO). *Report of the Committee on the Informal Economy*. Provisional Record, Ninetieth Session. Geneva 2002.
- Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP). "Ten Ways to Fix Agricultural Trade: Benchmarks for the Hong Kong Ministerial." Excerpted from *Sailing Close to the Wind: Navigating the Hong Kong Ministerial*. 2005.
- International Organization for Migration. *World Migration 2005: Costs and Benefits of International Migration*. Geneva.
- International Gender and Trade Network (IGTN). "IGTN at Cancun: Advocacy Document for the WTO Fifth Ministerial." August, 2003. October 28, 2006 < <http://www.igttn.org/page/386/1>>.
- Jaramillo, Patricia and Nora Fern. "La Floricultura en Colombia y Ecuador" for IGTN. December, 2006.
- Kaplan, Arline. "China's Suicide Patterns Challenge Depression Theory." *Psychiatric Times*, Vol. XVI, Issue 1. January, 1999.
- Kitalyi, Aichi J. *Village Chicken Production Systems in Rural Africa: Household Food Security and Gender Issues*. FAO of the UN. Rome, 1998. Accessed November 20, 2006 < <http://www.fao.org/docrep/003/W8989E/W8989E00.HTM>>. See also "Asia's Women in Agriculture, Environment and Rural Production." FAO, Sustainable Development Department, 1998. Accessed November 20, 2006 <<http://www.fao.org/sd/WPdirect/WPre0108.htm>>.
- La Via Campesina. "La Via Campesina on Food Sovereignty." 2003. Accessed November, 2006 <[www.dakardeclaration.org](http://www.dakardeclaration.org)>.
- Lebohang Pheko, Liepollo. "Interlocking Features of Trade, Gender and Poverty." Presentation at OXFAM America Intra-regional workshop in Addis Ababa. June 21-24, 2006.
- Murphy, Sophia. "Securing Enough to Eat." International Institute for Sustainable Development (IISD): January, 2005.
- "Concentrated Market Power and Agricultural Trade." EcoFair Trade Dialogue Discussion Paper. No. 1, August 2006/English Version.
- Passel, Jeffrey. "Mexican Immigration to the U.S.: The Latest Estimates." March 1, 2004. Accessed December, 2006 from the Migration Policy Institute <<http://www.migrationinformation.org/USfocus/display.cfm?ID=208>>
- Population Reference Bureau. *2005 World Population Data Sheet*.
- Ramirez, Hilda Salazar. "The Impacts of NAFTA on Mexican Women" from *Women's Resistance and Alternatives to the Globalizing Model* by the Red Nacional de Genero y Economia. Mexico 2005.
- Raworth, Kate. "Trading Away our Rights: Women Working on Global Supply Chains." UK: Oxfam International, 2004.
- Redona, Edilberto A., et. al. "Commercializing hybrid rice technology in the Philippines." 4th International Crop Science Congress: October, 2004. Accessed November, 2006 < [http://www.cropscience.org.au/icsc2004/poster/4/4/295\\_redona.htm](http://www.cropsscience.org.au/icsc2004/poster/4/4/295_redona.htm)>.
- Ritchie, Mark, Sophia Murphy and Mary Beth Lake. *United States Dumping on World Agriculture Markets*. IATP: February, 2003.
- Robbins, Peter. *Stolen Fruit: The Tropical Commodities Disaster*. UK: Zed Books, 2003.
- Social Watch Report. "Impossible Architecture: Why the Financial Structure is Not Working for the Poor and How to Redesign it for Equity and Development." 2006.
- Tamang, Stella. "Indigenous Women, Ten Years After Beijing and Challenges." Speech given at the South Asia Women's Indigenous Forum, 2005.
- 3D: Trade, Human Rights, Equitable Economy. "Niger: Agricultural Trade Liberalization and Women's Rights." 3D, August 2006.
- United Nations, Commission on Human Rights. *Globalization and its Impact on the Full Enjoyment of Human Rights*. Report of the High Commissioner for Human Rights submitted in accordance with Commission on Human Rights Resolution, 2001/32.
- Commission on Human Rights. *Voluntary Guidelines to Support the Progressive Realization of the Right to Adequate Food in the Context of National Food Security*. Sixty-First Session. Item 10 of Provisional Agenda. E/CN.4/2005/131. 28 February 2005.
- United Nations, Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), 1979. Accessed October 25, 2006 <<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm>>.
- Division for the Advancement of Women (DAW). *Fourth World Conference on Women: Beijing Platform for Action*. Women and Poverty chapter, 1995.
- Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations. Elements for possible inclusion in a draft Declaration and Plan of Action on Universal Food Security. Rome: United Nations, 1995.
- FAO. "New Focus Needed for Doha Round." Aug. 8, 2006. Accessed Nov. 1, 2006 <<http://www.fao.org/newsroom>>.
- FAO. *State of Food Insecurity in the World*. Rome: United Nations, 2004.
- FAO. *State of Food Insecurity in the World*. Rome: United Nations, 2005.
- FAO. *State of Food Insecurity in the World*. Rome: United Nations, 2006.
- FAO. *The Role of Agriculture in the Development of LDCs and their Integration into the World Economy*. Prepared for the UN Conference, Brussels, May 2001. Accessed Oct. 28, 2006 <<http://www.fao.org/docrep/003/Y0491E/y0491e00.HTM>>.
- FAO. Website fact sheet: "Gender and Food Security: Agriculture." Accessed Oct. 28, 2006 <[www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm](http://www.fao.org/Gender/en/agri-e.htm)>.
- International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, 1966. Accessed November 15, 2006 <[http://www.unhcr.ch/html/menu3/b/a\\_cescr.htm](http://www.unhcr.ch/html/menu3/b/a_cescr.htm)>.
- UNCTAD. *The Least Developed Countries Report: Escaping the Poverty Trap*. Chapter 3: Patterns of Trade Integration and Poverty, 2002.
- UNCTAD. *Trade and Gender: Opportunities and Challenges for Developing Countries*. Chapter 3: Agriculture, Trade and Gender, 2004.
- Vander Stichele, Myriam/van derWal, Sanne/Oldenziel, Joris. "Who Reaps the Fruit." SOMO. Amsterdam, 2005.
- Vijfhuizen, Carin, Luis Artur, Nazneen Kanji and Carla Braga. *Liberalisation, Gender and Livelihoods: the Cashew Nut Case*. Working Paper 2. International Institute for Environment and Development (IIED) and Eduardo Mondlane University: November 2003.
- Von Braun, Joachim. "Globalization of the Agri-Food System and the Poor in Developing Countries." Power point presentation given at the University of Minnesota. November, 2006.
- White, Marceline, Carlos Salas and Sarah Gammage. *NAFTA and the FTAA: A Gender Analysis of Employment and Poverty Impact in Agriculture*. Women's Edge Coalition: 2004.
- Williams, Mariama. *Gender Mainstreaming in the Multilateral Trading System*. Commonwealth Secretariat. 2003.
- Wise, Timothy A. and Kevin P. Gallagher. "Doha Round and Developing Countries: Will the Doha Deal do More Harm than Good?" RIS Policy Brief #22. April, 2006.



